

BÉNIN RÉVÉLÉ

MAGAZINE

DEUXIÈME ANNÉE. N°007 DE DÉCEMBRE 2018. MENSUEL. WWW.BENINREVELE.COM - GRATUIT. NE PEUT ÊTRE VENDU !



RESTITUTION DES BIENS CULTURELS

Le « Oui » de Macron et l'entrée majestueuse de Talon dans l'histoire

INNOVATION

« Intérim »,
un réseau social
avec traduction
instantanée

ZHANG JIANGUO (DG de CBT)

« Nous avons
1206 employés
et un marché
stable »





*Vous souhaitez
Joyeuses fêtes de
fin d'année et
Bonne année 2019*



- Veille stratégique
- Fourniture de contenus
- Edition magazines, journaux, rapports...
- Formation et Etudes
- Relations publiques
- E-reputation
- Création web



L'entrée majestueuse de Patrice Talon dans l'histoire

PAR **BEUGAS - ORAIN DJOYUM**, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION.

C'est désormais une vague quasi-généralisée de demande de restitution des œuvres d'art qui souffle en direction de la France. Les Africains, par sursaut d'orgueil et de patriotisme, par souci de reconstitution de leur patrimoine culturel spolié, par besoin d'exposition à leurs fils et filles et au monde l'histoire presque toujours tragique de leurs ancêtres, mais aussi par fierté personnelle, demandent à la France et aux pays occidentaux de restituer les biens culturels pillés ou emportés de l'Afrique au cours des missions d'exploration et durant la période de colonisation.

Tenez par exemple, le 27 novembre 2018, le ministre sénégalais de la Culture, Abdou Latif Coulibaly, a fait savoir que le Sénégal souhaitait la restitution par la France de "toutes les œuvres identifiées comme étant celles du Sénégal" exposées dans les musées français. Le lendemain, 28 novembre 2018, la Côte d'Ivoire, par le biais du porte-parole du gouvernement, Sidi Touré, s'exprimant à l'issue d'un conseil des ministres, signifiait qu'elle va demander à la France la restitution d'une centaine d'œuvres d'art. De nombreux autres pays africains se préparent à envoyer des demandes similaires à la France.

Ces demandes de restitution interviennent après la décision du président français Emmanuel Macron de restituer au Bénin 26 œuvres d'art réclamées par le gouverne-

ment du Nouveau départ piloté par le président Patrice Talon. Une victoire importante pour le plaidoyer que mène personnellement le président béninois depuis son accession à la magistrature suprême en 2016.

Patrice Talon est en effet parmi les présidents africains celui qui aura pris à bras le corps cette problématique de restitution du patrimoine culturel africain. Le président Emmanuel Macron lui-même a reconnu l'engagement exceptionnel de Patrice Talon pour cette cause lors de la conférence de presse conjointe qu'ils ont accordé à Paris en France le 04 mars 2018 juste après le tête-à-tête à l'Élysée. Le sujet s'était également invité au menu des discussions sur la coopération bilatérale entre les deux pays.

UN CHEMIN PARSEMÉ D'EMBUCHES

Si la demande du Bénin est aujourd'hui recevable, il faut dire que ce "Oui" intervient à la suite d'un long plaidoyer qui, au départ, a essuyé le camouflet de Jean-Marc Ayrault, alors ministre français des Affaires étrangères de François Hollande, qui avait répondu par un « Non » catégorique à la demande du gouvernement du Nouveau départ. Pas suffisant pour décourager Patrice Talon qui a continué de manière intelligente son plaidoyer en associant l'Unesco qui travaille également pour la même cause. Plaidoyer gagnant, car le tournant dans la position de la France intervient en novembre 2017 quand, en visite à Ouagadougou

au Burkina Faso, le président français Emmanuel Macron, dit clairement : « Je ne peux pas accepter qu'une large part du patrimoine culturel de plusieurs pays africains soit en France ». Plus encore, ajoute-t-il, « le patrimoine africain ne peut pas être uniquement dans des collections privées et des musées européens. Le patrimoine africain doit être mis en valeur à Paris mais aussi à Dakar, à Lagos, à Cotonou, ce sera une de mes priorités. Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique ». Un pas important, qui ne fera pas baisser les bras du président Patrice Talon. Au contraire. L'engagement présidentiel s'intensifie.

Et on peut voir le président béninois en « Guest Star » à Paris en France le 01er juin 2018, à la Conférence Internationale sur la circulation des biens culturels et le patrimoine partagé, réaffirmer son appel. Et sa voix résonne une fois de plus jusqu'à l'Élysée : « Les grandes nations, qui n'ont pas grand-chose à perdre que d'acquiescer de la grandeur, gagneraient à accompagner ce mouvement qui semble naître pour que ces objets qui ont une valeur historique importante et une valeur économique, parce que objet de tourisme potentiel, soient restitués », lance-t-il. Le 23 novembre 2018, le rapport Savoy-Sarr remet sa copie à Macron qui l'a mandaté pour examiner les conditions de la restitution. Leurs conclusions concordent avec les appels et demandes de Patrice Talon. Et immédiatement, Emmanuel Macron décide de la restitution de 26 œuvres d'art au Bénin.

Même si le combat n'est pas terminé (certains freins et contestations en France), c'est déjà une victoire historique pour le Bénin et surtout pour le président Patrice Talon qui entre ainsi dans l'histoire de l'Afrique par la grande porte en étant le président africain qui aura le plus œuvré pour la cause de la restitution du patrimoine culturel africain.

L'engouement que l'on voit ici et là dans de nombreux pays africains montre à suffisance l'importance du combat mené par le président Patrice Talon, qui, de son salon, peut observer avec sourire et satisfaction ce réveil de l'Afrique consciente. Devenant ainsi un fier artisan de cette Afrique qui bouge, qui a de l'audace et qui l'affiche fièrement !

Dossier spécial

Page 30 - 41.

Diplomatie proactive de Patrice Talon

Sur tous les fronts, défendre, vanter et promouvoir l'image du Bénin



6.

3-4.

EDITO

Par Beaugas Orain DJOYUM :

L'entrée majestueuse de Patrice Talon dans l'histoire



8.

6-7.

SUR L'ESTRADE

Kim Sungsoo, Lambert Dogo, José Didier Tonato, Sedjro Giovanni Houansou, Justin Lewis Dénakpo, Aurélie Adam Soulé Zoumarou,

8-10.

INTERVIEW DU MOIS

Zhang Jianguo : « Nous avons 1 206 employés et un marché stable. Nous nous en réjouissons »



12.

12-14

FOCUS

12. La France va restituer 26 œuvres d'arts au Bénin

13. Patrice Talon : « Le retour des biens culturels est un geste de prospérité partagée »

14. Le rapport Savoy-Sarr valide les réclamations de Patrice Talon



19.

16-26.

GESTION PUBLIQUE

16. La Banque Mondiale attribue une note positive à la gouvernance de Patrice Talon

17. L'ordre des médecins du Bénin se félicite des réformes entreprises par Patrice Talon

18. Les maires du Bénin adressent leur gratitude à Patrice Talon

19. Patrice Talon pose un acte de grande portée, pour promouvoir l'éthique et la bonne gouvernance

20. Patrice Talon présente aux chefs d'entreprises son idée de taxe pour le sport

21. Patrice Talon visite les sites de grands projets qui changeront le visage de Cotonou

22. Patrice Talon : « Ce jour, nous avons engagé notre pays de manière plus résolue dans la lutte contre la faim »



21.

23. Patrice Talon reçoit les bénédictions des chefs traditionnels





28.

24-25. eGouvernance : Le Bénin premier en Afrique concernant l'obtention des visas
26. Le Bénin gagne une place dans le classement 2018 de la fondation Mo Ibrahim

27-29
LE MOIS DU PRÉSIDENT

42.
INFRASTRUCTURES

Le gouvernement du Nouveau départ va construire 8 500 logements sociaux modernes à Ouèdo et à Parakou



43.

43.
AGRICULTURE

Gaston Doussouhoui encourage à booster l'économie béninoise en consommant les produits locaux



44.

44-45.
ENERGIE

44. Bientôt la fin de la baisse de la tension électrique de Parakou à Malanville
45. Jean-Claude Houssou lance les travaux d'extension du réseau électrique d'Atchannou dans le Mono



49.

48-50.
ECONOMIE

48. Les grandes lignes du projet de loi de finances gestion 2019
48. Le Bénin démontre sa capacité à attirer des investisseurs en levant 171 milliards de F.Cfa sur le marché international
49. Pêche : 11 entreprises chinoises vont investir 12 milliards de F.Cfa au Bénin



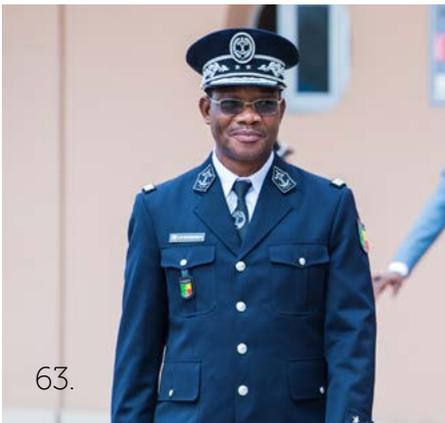
57

51-53.
TIC ET TÉLÉCOMS

57.
INNOVATION

60-63.
LE PORTRAIT DU MOIS

Nazaire Hounnonkpè :
Un Général au service de la paix et de sécurité



63.

64-66.
INVESTIR AU BÉNIN

Bienvenue chez les « Toffinous », à la cité lacustre de Ganvié !



Magazine GRATUIT de l'économie béninoise et de l'actualité Gestion publique du Bénin. MENSUEL

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Beaugas-Orain DOJYUM

ONT CONTRIBUÉ A CE NUMÉRO
LAURENT ADJOVI
SIMPLICE KAYO
CYRILLE ETOUNDI
Dany Clarence
Ibrahim Ored'ola Falola
Wilfried SAGBOHAN
KEMGUEU FEKOU
Beaugas-Orain DOJYUM

OPÉRATEUR
ICT Media STRATEGIES
(www.ictmedia.africa)

RÉDACTION
ICT Media STRATEGIES

MAQUETTE
ICT Media STRATEGIES

CRÉDIT PHOTOS
Présidence de la République du Bénin

RÉGIE PUBLICITAIRE
ICT Media Marketing and
Communication Agency
Mail : contact@ictmedia.africa

CONTACTS Bénin Révélé Magazine
Web : www.beninrevele.com
Mail : contact@beninrevele.com

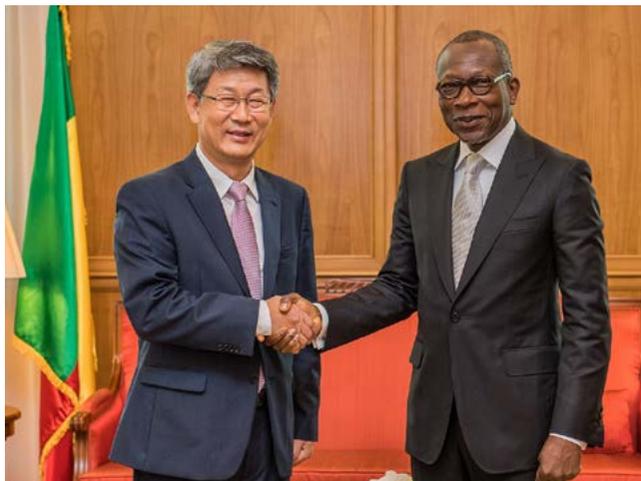
Le magazine Bénin Révélé Magazine peut également être téléchargé gratuitement sur le site web du journal et sur le site web de ICT Media STRATEGIES. Aussi, scannez le code barre ci-dessus et téléchargez gratuitement le magazine.
Copyright © 2018 Bénin Révélé Magazine

KIM SUNGSOO

AMBASSADEUR DE LA CORÉE DU SUD AU BÉNIN

« Ce geste de la République de la Corée du Sud au Bénin est le symbole qui témoigne de la qualité des relations entre ce pays et le nôtre ». Ainsi s'est réjoui le 22 novembre 2018, Aurélien Agbénonci, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, à l'occasion de la réception des clés de ces voitures offertes au Bénin par la Corée du sud.

En effet, la Corée du Sud a fait don de quatre véhicules flambant neufs, dont deux minibus et deux Suv, au profit du au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération (Maec). Ce matériel roulant est destiné à renforcer la mobilité du protocole. Kim Sungsoo, ambassadeur de la Corée du Sud près le Bénin, a officiellement remis les clés de ces véhicules au ministre Aurélien Agbénonci.



LAMBERT DOGO

PRÉSIDENT DU FONDS D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS



Les médias vont bientôt jouir du financement de l'État. Le processus d'opérationnalisation du Fonds d'appui au développement des médias (Fadem) est à son terme. Les membres du Comité de gestion de cet outil d'accompagnement des entreprises de presse ont été installés le 22 novembre 2018, suite à l'adoption de deux décisions après étude du rapport sur la mise en place de ce fonds tant attendu dans le milieu de la presse. Il est composé de Lambert Dogo, représentant la Haac, et qui va présider le Fonds. Le représentant du gouvernement est Marcel Tchobo. Basile Tchibozo, Franck Kpotchémè et Guy-Constant Éhoumi représentent les professionnels des médias, respectivement pour le compte du patronat, de l'Upmb et de l'Odem.

JOSÉ DIDIER TONATO

MINISTRE DU CADRE DE VIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Invité de la première édition de #AskGouvBenin du 15 novembre 2018, José Didier Tonato, le ministre du Cadre de vie et du Développement durable, a répondu aux questions des internautes en vidéo sur YouTube, la plateforme web de partage de vidéos. Il a profité cette occasion et des questions des internautes pour faire la lumière sur les projets asphaltage. Projets qui permettront à plusieurs grandes villes du Bénin de se révéler. #AsGouvBénin est un programme en ligne de la direction la communication de la Présidence de la République permettant aux internautes de poser leurs questions aux ministres et décideurs publics.



SEDJRO GIOVANNI HOUANSOU

DRAMATURGE BÉNINOIS



Avec la pièce « Les inamovibles », le jeune acteur culturel, le dramaturge béninois Sedjro Giovanni Houansou, est le lauréat du prix théâtre Rfi 2018. Inscrivant ainsi le nom du Bénin sur la très convoitée liste des gagnants de ce prix, il a été reçu en audience, le 19 octobre 2018, au cabinet du ministre Oswald Homeky, en charge de la Culture pour le compte du gouvernement. Au terme de l'audience qu'il a accordée au jeune dramaturge, le ministre a déclaré : « Je l'ai reçu pour lui présenter les félicitations du président de la République et du gouvernement et aussi pour lui dire ma fierté de voir un jeune acteur culturel béninois s'imposer à ce niveau ». Oswald Homeky annonce l'intention du gouvernement et tout particulièrement de son ministère, de l'accompagner dans les besoins qu'il a pour ses projets.

JUSTIN LEWIS DÉNAKPO

PROFESSEUR DE GYNÉCOLOGIE OBSTÉTRIQUE

Le Bénin a une nouvelle fois été consacré à l'international. Cette fois-ci, le lauréat est Justin Lewis Dénakpo, professeur de gynécologie obstétrique. C'était à l'occasion du congrès mondial de la Fédération internationale de gynécologie obstétrique (Figo) qui s'est tenu à Rio de Janeiro au Brésil. Il a alors reçu le Prix Ipas de la Figo, lors d'une séance spéciale. La notification du prix lui a été faite en juin 2018 et le 19 octobre 2018, ce prix lui a été effectivement remis. Le professeur Dénakpo est le seul francophone à recevoir ce prix au congrès mondial de la Figo au Brésil. Il est à préciser que notre lauréat était déjà gagnant du même prix au congrès mondial de la Figo à Vancouver au Canada en octobre 2015, et aussi lauréat du Prix du Collège national des gynécologues obstétriciens français en décembre 2007 à Paris.



AURÉLIE ADAM SOULÉ ZOUMAROU

MINISTRE DE L'ECONOMIE NUMÉRIQUE ET DE LA COMMUNICATION



« Cyber sécurité, moteur de la transformation digitale », c'est autour de ce thème évocateur, que s'est tenue du 24 au 26 octobre 2018 à Abidjan en Côte d'Ivoire, la troisième édition de l'« Africa Cyber Security Conference ». Aurélie Adam Soulé Zoumarou, la ministre de l'Economie numérique et de la Communication du Bénin, a été auréolée à ce must des fora consacrés aux TICs, qui mobilise les professionnels du digital en Afrique pour son engagement dans le numérique. Sur le thème « Développement des nouvelles technologies en Afrique, comment les femmes dirigeantes font la différence », madame le ministre y a animé le panel « African Women for Tech ». Occasion idéale elle de partager avec les participants les dynamiques portées par le gouvernement béninois dans le domaine du numérique, sous l'impulsion de Patrice Talon.

Zhang Jianguo : « Nous avons 1 206 employés et un marché stable. Nous nous en réjouissons »



POUR LE DG DE LA COMPAGNIE BÉNINOISE DES TEXTILES (CBT), SPÉCIALISÉE DANS LA PRODUCTION TEXTILE, L'AMBITION EST D'ÊTRE LA RÉFÉRENCE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL AU PLAN DE LA QUALITÉ DES PRODUITS.

Créée en 2002, la Compagnie Béninoise des Textiles (CBT) est une société mixte basée à Lokossa, à environ 110 km à l'Ouest de Cotonou. En seize ans d'activités, cette entreprise a-t-elle pu relever le défi de la relance de la production textile au Bénin ? Telle est la préoccupation majeure Bénin Révélé Magazine qui a effectué un reportage de terrain à son siège pour constater l'état des lieux. Zhang Jianguo, le directeur général de la CBT, un ingénieur laborieux, a accepté d'éclairer les lecteurs sur la vie de cette entreprise à travers l'entretien ci-dessous.



Bénin Révélé Magazine : Quelle est l'historique de votre entreprise ?

Zhang Jianguo : La CBT est une société d'économie mixte spécialisée dans la production textile. C'est le fruit palpable de la coopération sino-béninoise. Elle a été inaugurée le 31 octobre 2002 par les gouvernements Chinois et Béninois en réponse aux opportunités du marché qui demande des exigences plus élevées aux sociétés textiles afin de redresser l'industrie textile du Bénin. La CBT a un capital d'un milliard F CFA souscrit respectivement à 51% et 49% des parts sociales, par la Chine et le Bénin.

Bénin Révélé Magazine : Comment se porte la CBT aujourd'hui ?

Z.J. : La Compagnie Béninoise des Textiles se porte de mieux en mieux. Elle a connu des difficultés à la création. De 2002 à 2007, la CBT a été confrontée au manque de matières premières en raison de la baisse de production du coton et à cause du délestage que le Bénin a connu en cette période. Mais, depuis 2007, la situation s'est normalisée. Notre système d'approvisionnement en matières premières se porte bien à présent. La fourniture de l'énergie électrique ne souffre plus d'interruption inattendue ni longue. Nous avons un effectif d'employés stable, soit 1 206 employés permanents et un marché stable. Nous nous en réjouissons.

Bénin Révélé Magazine : Quel est l'état de votre production textile actuelle ?

Z.J. : Globalement, notre production est croissante en ce moment.

“Depuis le démarrage de nos activités, il n'y a que deux (02) départs à la retraite. Notre production n'attend pas. Elle est consommée automatiquement, à l'avance par nos partenaires commerciaux parmi lesquels UNIWAX, notre client principal.” Zhang Jianguo, DG de CBT.

D'abord, concernant la qualité de notre production, nous y tenons énormément. Nos tissus sont des produits de haute qualité reconnue et attestée. Nous avons aussi des produits de moyenne qualité. En 2017, nous avons produit environ 10.000.000 mètres linéaires de tissu. Nous envisageons améliorer cette production cette année.

Bénin Révélé Magazine : De nos jours les entreprises solides sont celles qui allient flexibilité et proactivité. Quels sont les atouts majeurs de votre entreprise ?

Z.J. : La CBT a l'avantage d'être une société mixte, une joint-venture entre la Chine et le Bénin. Cela nous permet de bénéficier de l'expertise de la partie chinoise. Le coton fibre béninois est prisé et la main d'œuvre locale compétente. La China Textile Industrial Corporation for Foreign Economic and Technical Cooperation (CTEXIC), notre principal partenaire est une référence d'envergure internationale spécialisée dans les activités économiques à travers le monde. Elle a plus de 80 projets dans plus de 50 pays sous forme de contrat et possède une équipe professionnelle de haut niveau.

La CTEXIC a une expertise internationale dans la machinerie textile, les véhicules cargos, les nouvelles matières textiles, et le commerce de textiles et de vêtements. Sur le marché ouest africain d'impression sur tissu, la CBT est la meilleure qui produit le tissu écru à base de coton label béninois prisé à l'échelle

mondiale. Notre gamme de produits a une dimension supérieure à 50” et répond bien aux exigences du marché. Cela nous permet de nous démarquer par rapport à nos concurrents. Nous faisons une production haut de gamme, mais aussi une production de moyenne gamme en fonction de la demande. S'agissant de la matière première, la SODECO nous fournit 2.500 tonnes de coton par an. En 2008, nous avons consommé davantage, notamment 2.800 tonnes.

Bénin Révélé Magazine : Pourquoi estimez-vous que la stabilité de votre personnel est également un atout de la CBT ?

Z.J. : L'autre atout que je voudrais faire c'est la stabilité de notre personnel, soit 1206 employés permanents. Depuis le démarrage de nos activités, il n'y a que deux (02) départs à la retraite. Notre production n'attend pas. Elle est consommée automatiquement, à l'avance par nos partenaires commerciaux parmi lesquels UNIWAX, notre client principal. A tous ces atouts, il faut ajouter notre technologie industrielle de pointe et un laboratoire de contrôle qualité. Nous avons le certificat de conformité environnementale et l'agrément de libéralisation des échanges de la CEDEAO et de l'UEMOA. Nous avons des références basées en Côte d'Ivoire, au Ghana, Niger, Nigéria, Burkina Faso, Mali et au Cameroun.

Bénin Révélé Magazine : Parlant de vos employés, quelles sont leurs conditions de vie et de travail ?

Z.J. : D'abord, je précise que nous n'avons pas d'arriérés de salaire dans notre entreprise. Les salaires sont payés strictement le 25 de chaque mois. Nous avons un effectif de 1206 employés dont 76 apprentis. Parmi eux, il n'y a que cinq Chinois. Le reste ce sont des Béninois. Tous les 1.130 employés permanents sont déclarés. Tous nos employés gagnent au moins le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et la majorité gagne bien au-delà de ce salaire de base. Ils bénéficient d'une bonne couverture médicale qui prend en compte une femme et deux enfants.

Comme dans toute entreprise, il y a toujours des doléances des travailleurs liées aux primes. A cet effet, nous maintenons un dialogue permanent avec les syndicats. Nous restons ouverts à la discus-

"Nous tenons à saluer les réformes du Chef de l'Etat. En ce qui nous concerne, les barrages thermiques initiés par le président Patrice Talon vont permettre une nette amélioration de nos capacités de production."
Zhang Jianguo, DG de CBT.

sion et nous prônons une bonne prise en compte des enjeux auxquels l'entreprise est confrontée. Au-delà des 1206 employés, il faut voir des milliers de famille. Notre préoccupation est de contribuer à la sécurité sociale au Bénin.

Bénin Révélé Magazine : Quels sont les enjeux auxquels votre entreprise fait face en ce moment ?

Z.J. : Nous avons besoin d'un meilleur approvisionnement en énergie électrique. Nous tenons à saluer les réformes du Chef de l'Etat. En ce qui nous concerne, les barrages thermiques initiés par le président Patrice Talon vont permettre une nette amélioration de nos capacités de production. Nous envisageons aussi de faire une rénovation partielle de nos équipements pour faire face à la demande et aux exigences du marché.

Bénin Révélé Magazine : Comment envisagez-vous l'avenir ?

Z.J. : Nous sommes sereins, vigilants et optimistes. Nous restons accrochés à notre vision : « Nous établir comme le partenaire incontournable des entreprises d'impression en Afrique ». La CBT ambitionne d'être une référence sur le marché international au plan de la qualité de ses produits. Nous saisissons cette opportunité pour remercier nos partenaires commerciaux et financiers. Nous restons engagés pour accompagner le développement du Bénin par le travail bien fait et une production plus accrue en harmonie avec notre culture d'entreprise axée sur le résultat, le respect des règles et la crédibilité.

Propos recueillis Par Ibrahim Ored'Ola Falola

Qui est Zhang Jianguo ?



Né en Chine en septembre 1959, il a commencé à travailler dans l'industrie textile depuis 1979. Pendant 20 ans, il a accumulé une expérience pointue dans la production textile, la transformation cotonnière, la technologie et la méthodologie de gestion des entreprises textiles chinoises et africaines.

Au cours de cette période, il a travaillé en Tanzanie pendant deux ans et au Nigeria pendant six ans. Depuis 11 ans, il assume les fonctions de Directeur Général et d'Administrateur de la CBT.

BÉNIN RÉVÉLÉ

MAGAZINE



*Vous souhaitez
Joyeuses fêtes
de fin d'année et
Bonne Année 2019*



#BENINREVELEMAG

La France va restituer 26 œuvres d'arts au Bénin

APRÈS L'ANNONCE PAR LE PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON DE RESTITUER CETTE ANNÉE CERTAINES ŒUVRES D'ART DU BÉNIN, LE COMITÉ TIDJANI-SERPOS S'EST RÉUNI À COTONOU LE 23 NOVEMBRE 2018 POUR FAIRE LE POINT.



Le comité mis en place par le gouvernement du Nouveau départ au Bénin le 19 septembre 2018 pour suivre l'opération de restitution du patrimoine culturel du Bénin, a tenu le 23 novembre 2018, une séance de travail au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, suite aux conclusions du rapport Savoy-Sarr sur cette question.

Il a été question pour le comité constitué de cadres du ministère en charge de la Culture et du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, de dignitaires et d'autorités culturelles et religieuses, d'experts, etc., de faire le point des diligences effectuées et s'accorder sur les dispositions à prendre dans de meilleurs délais pour créer les conditions favorables au retour au Bénin de ses biens culturels.

Aurélien Agbénonci, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, a fait savoir que « le président se réjouit de la bonne volonté de ce comité dont la mission est de faciliter l'opération muséale et patrimoniale entre la France et le Bénin ». Selon lui, les conclusions du rapport Savoy-Sarr remis au président français, Emmanuel Macron prouvent, que le président Patrice Talon a eu raison d'estimer que les biens culturels devraient revenir sur le territoire béninois.

Le chef de la diplomatie béninoise fait informer que le conseiller Afrique du président français lui a réaffirmé toute la bonne volonté du président Emmanuel Macron d'aller au bout de cette opération. « Nous avons une maturité qui ne nous autorise pas à aller dans une démarche conflictuelle. Le président

de la République a fait l'option d'une approche consensuelle », précise le ministre Aurélien Agbénonci.

26 ŒUVRES D'ARTS À RESTITUER CETTE ANNÉE PAR MACRON

On se rappelle que c'est dès juillet 2016 que le Bénin a adressé une demande officielle à la France, pour la restitution de son patrimoine culturel. On apprend de sources proches de la diplomatie béninoise, que les responsables du Musée du Quai Branly, qui conservent par exemple le trône du Roi Béhanzin, ont échangé avec les autorités béninoises. En réalité ce musée conserve près de 5000 œuvres emportées du Bénin.

La France, par le biais d'une décision d'Emmanuel Macron rapportée par des médias français, a autorisé le 24 novembre 2018 de la restitution au Bénin de 26 œuvres d'arts. Grâce aux discussions ouvertes avec la France, Patrice Talon offre ainsi une possibilité aux béninois de revoir par exemple les œuvres royales, évoquant les règnes des rois d'Abomey Ghézo (1818-1858), Glélé (1858-1889) et Béhanzin (1890-1894), des trônes, de récales, et les sceptres royaux.

Saluant cette démarche, Ismaël Tidjani-Serpos, président du comité chargé d'accompagner le processus de restitution du patrimoine culturel, s'est réjoui du ferme engagement du président Patrice Talon qui a pris à cœur et qui croit en cette opération. Selon lui, c'est la preuve de son attachement à la valorisation du potentiel touristique culturel, du Bénin. Ismaël Tidjani-Serpos ajoute que « les biens culturels c'est notre identité, c'est ce que nous sommes et c'est à travers eux que nos petits-enfants sauront qui nous avons été ».

La France, par le biais d'une décision d'Emmanuel Macron rapportée par des médias français, a autorisé le 24 novembre 2018 de la restitution au Bénin de 26 œuvres d'arts. Grâce aux discussions ouvertes avec la France,

Patrice Talon : « Le retour des biens culturels est un geste de prospérité partagée »



« Le retour des biens culturels dans les pays qui les ont créés, dans les pays en voie de développement, serait un geste de bonne volonté, un geste de développement, un geste de prospérité partagée. Les grandes nations, qui n'ont pas grand-chose à perdre que d'acquérir de la grandeur, gagneraient à accompagner ce mouvement qui semble naître pour que ces objets qui ont une valeur historique importante et une valeur économique, parce que objet de tourisme potentiel, soient restitués. Ce serait pour ces grands pays développés un geste de coopération efficace...

Ces biens uniques et exceptionnels, dont l'histoire a du mal à être contée avec aisance dans leurs lieux actuels de rétention, n'attendent que d'être retournés dans leurs milieux naturels en vue de leur renaissance...

Pour sa part, le Bénin reste convaincu d'une chose : quelles que soient les circonstances historiques de délocalisation des biens, la coopération et le partenariat restent le moyen le plus efficace pour leur renaissance et leur rayonnement durable au profit de tous... Il en va enfin du dialogue approfondi entre les États, tant ces biens culturels sont porteurs d'identité, de diversité et d'enrichissement mutuel, facteurs de bien-être partagé, de cohésion et de paix...

Vous convenez avec moi que ces biens ont une âme et que dans leur environnement naturel, sur leur terre de naissance, exposés parmi les leurs, là où tout est en cohérence avec leur essence et où leur histoire révèle davantage leur grandeur que leur asservissement, ces témoins exceptionnels de notre histoire vivront enfin le rayonne-

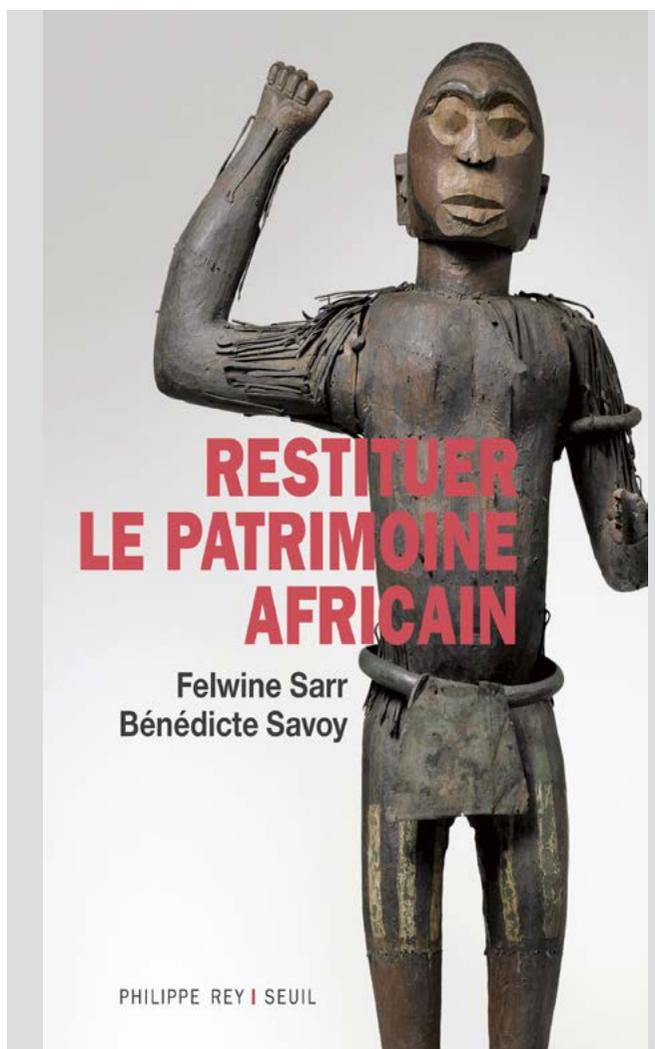
ment que vivent leurs semblables des autres contrées de ce même monde...

Au-delà des considérations d'ordre politique, historique, sociologique ou philosophique, la restitution, le partage et la circulation des biens culturels sont désormais pour le Bénin, un moyen de lutte contre la pauvreté, un facteur de création d'emplois et de richesses, un outil de développement socioéconomique ; toute chose qui relève des objectifs de l'aide au développement et de la coopération. »

Extraits du discours plaidoyer de Patrice Talon le vendredi 01er juin 2018, à Paris en France, à l'occasion de l'ouverture de la Conférence Internationale sur « la circulation des biens culturels et le patrimoine partagé : quelles nouvelles perspectives ? ».

Le rapport Savoy- Sarr valide les réclamations de Patrice Talon

CE QUE PROPOSE LE RAPPORT COMMANDÉ PAR EMMANUEL MACRON POUR UNE RESTITUTION NORMALE BASÉE SUR LA COOPÉRATION.



Lors de sa dernière visite à Ouagadougou, Emmanuel Macron, président français avait promis « d'œuvrer pour que, d'ici cinq ans, les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique ». Cette résolution porte des fruits. Il avait pour ce faire mandaté en 2017 Bénédicte Savoy, historienne de l'art et Felwine Sarr, universitaire et écrivain sénégalais. Les deux experts se sont particulièrement intéressés à l'Afrique subsaharienne et ont interrogé plus de 150 experts et acteurs politiques. A l'issue de ce travail, les experts ont dressé un rapport sous-titré « Vers une nouvelle éthique relationnelle » et écrit un livre « Restituer le patrimoine africain » en coédition avec les éditions

du Seuil, disponible en librairie depuis 27 novembre 2018.

Bénédicte Savoy et Felwine Sarr suggèrent au président Macron, dans leur rapport sur les restitutions du patrimoine culturel africain « des restitutions temporaires et des restitutions définitives ». Ce qui n'est pas partagé par tous les Français. Dans une tribune au « Monde », les auteurs du rapport sur la restitution du patrimoine africain estiment que le débat suscité par leurs propositions montre toute la nécessité de faire évoluer les relations entre l'Europe et l'Afrique afin d'arriver à une plus grande réciprocité. Aussi, dans une interview au journal l'Humanité, Felwine Sarr indique qu'ils ont pris au sérieux l'idée de la restitution définitive : « C'est le point de départ de notre travail. Il y a dans les collections du patrimoine national français des objets entrés là par divers moyens, dont certains posent problème. Cela justifie qu'on les restitue », indique-t-elle.

Le rapatriement des œuvres culturelles nécessitant un passage par le parlement, les auteurs ont associé à leur travail de réflexion les juristes et ceux qui, par le passé, ont accompagné le retour de des œuvres d'art dans leur pays d'origine, en particulier le directeur du Muséum d'histoire naturelle de Rouen. L'idée étant, d'après Felwine Sarr, de proposer un dispositif législatif simplifiant les procédures au parlement et de contourner le principe d'inaliénabilité de ces collections appartenant aujourd'hui patrimoine français. Qu'à cela ne tienne, immédiatement après la réception de ce rapport, Emmanuel Macron a décidé de rendre 26 œuvres d'art récla-

mées par le gouvernement du Nouveau Départ.

RAISON DONNÉE À PATRICE TALON

Dans l'attente d'avoir une idée claire sur la conduite de la France suite au rapport Savoy- Sarr sur les restitutions du patrimoine culturel africain, Patrice Talon, président béninois et pionnier dans cette « lutte », a des raisons de jubiler. On se rappelle qui l'avait fait de la question de la restitution des trésors culturels du Bénin et de l'Afrique en général, son combat personnel.

Le refus opposé à sa demande de restitution par Jean-Marc Ayrault, ancien ministre français des Affaires étrangères, n'a pas découragé le chef de l'Etat, qui a réitéré face à Emmanuel Macron, son souhait de voir revenir au pays ces objets qui représentent beaucoup pour la culture et même pour la spiritualité de certains peuples.

Aussi, les experts commis pour cette question ont donné un avis plutôt favorable, rejoignant ainsi la philosophie du président Patrice Talon. « Derrière le masque de la beauté, la question des restitutions invite en effet à mettre le doigt au cœur d'un système d'appropriation et d'aliénation, le système colonial, dont certains musées européens, à leur corps défendant, sont aujourd'hui les archives publiques ». Ainsi débute ce rapport qui fera à coup sûr et à nouveau parler du chef de l'Etat béninois, premier président africain à prendre à bras le corps ce combat et ce plaidoyer pour la restitution des biens culturels africains.

Par Simplicie Kayo

VOTRE PUB DANS LE MAG ET SUR LE SITE WEB



Tiré à 10 000 exemplaires

Distribué gratuitement :

- Dans tous les départements ministériels
- A la Présidence de la République
- Dans les salons VIP de l'aéroport de Cotonou
- Dans les hotels et restaurants VIP de Cotonou
- Auprès de toutes les ambassades présentes au Bénin
- Auprès des entreprises privées et organisations patronales

Contactez-nous à l'adresse :

contact@ictmedia.agency
ou contact@ictmedia.africa



Version PDF téléchargée en moyenne 3000 fois par édition sur notre site web

La Banque Mondiale attribue une note positive à la gouvernance de **Patrice Talon**

L'INSTITUTION DE BRETTON WOODS, DANS SON RAPPORT SUR L'ÉVALUATION DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS NATIONALES EN AFRIQUE (CPIA), CLASSE LE BÉNIN DANS LA CATÉGORIE SUPÉRIEURE À LA MOYENNE ET LOIN DU GROUPE DES PAYS MOINS PERFORMANTS.



Les efforts d'assainissement du président Talon viennent d'être à nouveau reconnus et salués. Le Bénin réalise des performances économiques remarquées par la communauté internationale. Le pays est classé 9e sur 38 pays évalués, avec la note 3,5. C'est ce qui ressort de la conférence conjointe qu'a organisée le 12 septembre 2018, le bureau de la Banque Mondiale dans ses locaux à Cotonou, avec plusieurs d'autres pays africains, en présence d'hommes de médias.

Cette rencontre a eu lieu dans le cadre du lancement du rapport de la Banque Mondiale sur l'évaluation des politiques et des institutions nationales en Afrique (Cpia), édition 2017. Dans ledit rapport, le Bénin figure bien dans le peloton de tête des pays évalués, et occupe une honorable place dans ce classement. Cette performance vient ainsi conforter les choix de politique opérés par le président Patrice Talon.

On voit bien que ce rapport, réalisé par la Banque mondiale, démontre

La note du Bénin, à la page 52 de ce rapport, au chapitre des fiches pays, le classe dans la catégorie supérieure à la moyenne et loin du groupe des moins performants. Par exemple, en matière de politique budgétaire,

clairement qu'il existe une corrélation entre l'efficacité de l'investissement et la qualité des politiques et des institutions, et que cette corrélation est plus forte en ce qui concerne l'efficacité de la gestion du secteur public. En effet, la Cpia mesure les progrès accomplis par les pays pour améliorer la qualité de leurs politiques et de leurs institutions, afin de leur fournir un cadre utile pour suivre leurs progrès et combler leurs lacunes.

Les pays sont notés sur une échelle de 1 (note la plus faible) à 6 (note la plus élevée) pour 16 indicateurs de développement regroupés dans quatre catégories : gestion économique ; politiques structurelles ; politiques d'insertion sociale et d'équité ; gestion et institutions du secteur public. L'importance de cette évaluation est qu'elle conditionne le montant des dons et prêts à taux zéro accordés aux pays africains.

Les notes de la CPIA déterminent en effet l'allocation de prêts sans intérêts et de dons aux économies éli-

gibles au soutien de l'Association internationale de développement (Ida), et le fonds du Groupe de la Banque mondiale pourvoyeur de financements concessionnels. Selon Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, un meilleur score permet d'augmenter le montant des financements concessionnels octroyés par la Banque mondiale.

La note du Bénin, à la page 52 de ce rapport, au chapitre des fiches pays, le classe dans la catégorie supérieure à la moyenne et loin du groupe des moins performants.

Par exemple, en matière de politique budgétaire, le pays a la note de 3,5 sur une moyenne de 3,0. Sur la gestion de la dette, avec 4,0 points, le Bénin est là aussi, au-dessus de la moyenne de 3,1. Il en est de même des politiques structurelles (4,0) liées au commerce, du cadre de réglementation des entreprises (3,5 contre 3 points en moyenne) ; entre autres, chiffres.

L'ordre des médecins du Bénin se félicite des réformes entreprises par Patrice Talon

SELON FRANCIS DOSSOU, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES MÉDECINS DU BÉNIN, PLUSIEURS GOUVERNEMENTS ONT ÉCHOUÉ SUR LE PLAN SANITAIRE. MAIS CELUI DE PATRICE TALON, RÉUSSI À RÉORGANISER LE SECTEUR À TRAVERS DES DÉCISIONS SALUTAIRES.

Francis Dossou le président du Conseil national de l'ordre des médecins du Bénin, était le 28 Octobre 2018, l'invité de la radio nationale. Saluant l'engagement du gouvernement béninois, Francis Dossou a fait remarquer durant 90 minutes environ, que plusieurs gouvernements ont échoué sur le plan sanitaire. Mais que Patrice Talon, depuis son avènement, essaie véritablement de réorganiser le secteur à travers des décisions salutaires.

En effet, depuis l'avènement du régime de la rupture, des réformes sont engagées dans le secteur de la santé pour améliorer la qualité des soins administrés aux populations. Selon les propos du président du Conseil national de l'ordre des médecins du Bénin, il s'agit d'un engagement ayant pour but d'assainir le secteur de la santé en vue d'améliorer la disponibilité permanente des agents et la qualité des services offerts aux populations.

« Il y a du désordre dans le secteur. Certains médecins exercent parfaitement le métier dans les formations sanitaires. Par contre, il y en existe qui ne le font pas bien. C'est difficile de savoir qui est qui et qui fait quoi ? Le gouvernement a décidé de réformer et c'est normal », a-t-il articulé, en indiquant qu'il faut bien commencer un jour.

Concernant les contrôles qui ont démarré depuis le 1er septembre 2018 sur toute l'étendue du territoire national dans le cadre de l'exercice en clientèle privée des professions médicales, Francis Dossou souligne qu'il s'agit d'une mission qui a déjà fermé assez de « mouirois ». Au cours de cette interview, le président du Conseil a fait savoir, qu'un comité a été mis en place par l'état au niveau central qui coordonne les activités.

Selon ses propos, ce comité est com-



posé de représentants du ministère de la santé, du ministère de la décentralisation, du ministère de l'intérieur ainsi que des représentants de l'ordre des médecins. Ce qui permet de mener à bien les missions. Il fait par ailleurs un plaidoyer à l'endroit du gouvernement sur la nécessité de recruter des agents de santé puisque le nombre existant ne permet pas de couvrir véritablement toutes les formations sanitaires.

Lors de sa dernière visite à Ouagadougou, Emmanuel Macron, président français avait promis « d'œuvrer pour que, d'ici cinq ans, les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique ». Cette résolution porte des fruits.

Il avait pour ce faire, mandatés en 2017, Bénédicte Savoy, historienne de l'art et Felwine Sarr, universitaire et écrivain sénégalais. Les deux experts se sont particulièrement intéressés à

l'Afrique subsaharienne et ont interrogé plus de 150 experts et acteurs politiques. A l'issue de ce travail, les experts ont dressé un rapport sous-titré « Vers une nouvelle éthique relationnelle », qui sera en librairie le 27 novembre 2018.

Bénédicte Savoy et Felwine Sarr suggèrent au président Macron, dans leur rapport sur les restitutions du patrimoine culturel africain « des restitutions temporaires et des restitutions définitives ».

Mais, dans l'attente d'avoir une idée claire sur la conduite de la France suite au rapport Sarr-Savoy sur les restitutions du patrimoine culturel africain, Patrice Talon, président béninois et pionnier dans cette « lutte », a des raisons de jubiler. On se rappelle qui l'avait fait de la question de la restitution des trésors culturels du Bénin et de l'Afrique en général, son combat personnel.

Le refus opposé à sa demande de restitution par Jean-Marc Ayrault, ancien ministre français des Affaires étrangères, n'a pas découragé le chef de l'Etat, qui a réitéré face à Emmanuel Macron, son souhait de voir revenir au pays ces objets qui représentent beaucoup pour la culture et même pour la spiritualité de certains peuples.

Aussi, les experts commis pour cette question ont donné un avis plutôt favorable, rejoignant ainsi la philosophie du président Patrice Talon. « Derrière le masque de la beauté, la question des restitutions invite en effet à mettre le doigt au cœur d'un système d'appropriation et d'aliénation, le système colonial, dont certains musées européens, à leur corps défendant, sont aujourd'hui les archives publiques ». Ainsi débute ce rapport qui fera à coup sûr et à nouveau parler du chef de l'Etat béninois.

Les maires du Bénin adressent leur gratitude à Patrice Talon

L'ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNES DU BÉNIN (ANCB) EXPRIME LA RECONNAISSANCE DES MAIRES AU CHEF DE L'ÉTAT QUI A FAIT DE L'ACCÈS À L'EAU UNE PRIORITÉ DE SON QUINQUENNAT.



Luc Sètonджи Atrokpo, le président de l'Association nationale des communes du Bénin (Ancb)

Luc Sètonджи Atrokpo, le président de l'Association nationale des communes du Bénin (Ancb) a procédé, le 26 septembre 2018 à Bohicon, à l'ouverture officielle

des travaux entrant dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (odd), qui mettent un accent particulier sur l'urgence qui revient à tous les dirigeants de ga-

rantir l'accès à l'eau potable aux populations d'ici 2030.

Cette rencontre se tient au lendemain de la signature d'une convention-cadre de partenariat entre le gouvernement et les communes sur la gestion de l'approvisionnement en eau potable au Bénin. Luc Sètonджи Atrokpo s'est réjoui de la tenue de cette session qui comble une attente longtemps exprimée par les communes et a rappelé l'importance de l'eau qui est la première ressource que nous sollicitons le matin au réveil et sans qui, il n'y a point de vie.

« Elle est à la base de la satisfaction de plusieurs autres besoins comme l'alimentation, l'hygiène corporelle, les soins de santé, l'agriculture, etc », a fait savoir le maire de Bohicon avant de remercier la Coopération Allemande qui finance la session à travers le Programme d'appui au secteur eau, hygiène et assainissement.

Fort des actions menées par le gouvernement du Nouveau départ dans ce sens, le président de l'Ancb a exprimé la reconnaissance des Maires au Chef de l'Etat qui a fait de l'accès à l'eau, une priorité pour son quinquennat en ramenant à 2021, l'objectif du développement durable qui fixe à 2030, l'horizon pour un accès universel à l'eau potable.

En effet, le gouvernement du président Patrice Talon trouve ce deadline trop long. C'est pourquoi il travaille durement depuis son accession à la magistrature suprême pour garantir à ses administrés l'accès à l'eau potable pour toutes les populations, où qu'elles se trouvent.

Patrice Talon pose un acte de grande portée, pour promouvoir l'éthique et la bonne gouvernance

LE PRÉSIDENT PATRICE TALON ADMINISTRE UNE LEÇON EXEMPLAIRE D'ÉTHIQUE ET DE BONNE GOUVERNANCE, QUI MÉRITE DE RETENIR L'ATTENTION. UN COMPORTEMENT QUI VIENT DÉMONTRER S'IL EN ÉTAIT ENCORE BESOIN QUE LA PROMOTION DE LA VERTU EST MANIFESTÉE PAR LUI.



Le DG de la Douanes et le ministre des Finances

Au début du mois de septembre 2018, l'on a remarqué que des douaniers béninois étaient postés à divers endroits sur les axes routiers, aussi bien à Cotonou qu'en dehors. Ces derniers arrêtaient exclusivement les véhicules d'immatriculation récente. Ils demandaient aux propriétaires, de présenter les papiers de la déclaration douanière.

En cas d'absence dudit document, ces douaniers retenaient le livret de bord contre un papier et demandaient de passer à leur service pour contrôle, muni de la déclaration. Cette basse et ig-

nomieuse manœuvre va fatalement être mise à nue.

C'est que, une connaissance du chef de l'Etat ayant acquis un véhicule est allé le voir pour solliciter son intervention en vue de bénéficier d'une diminution des frais de douanes. Comme on pouvait s'y attendre, Patrice Talon a opposé à cette demande un refus catégorique. Mais quelques jours plus tard, le concerné est venu lui apprendre qu'elle a réussi à payer moins que ce qu'elle devrait.

Suite à cette situation, le Chef de l'Etat a invité les services de

la douane et leur a communiqué les données du concerné, aux fins de récupérer le manque à gagner. Il venait ainsi de comprendre par la même occasion, que c'est une pratique qui a cours. Il a demandé alors à la douane de généraliser le contrôle des frais de déclaration à toutes les voitures acquises dans la période indiquée, pour récupérer les moins perçus.

Selon les dires des douaniers eux-mêmes, cela a permis effectivement de découvrir plusieurs cas de déclarations sous évaluées et de faire payer la différence.

Par Bénin Révélé Mag

Patrice Talon présente aux chefs d'entreprises son idée de taxe pour le sport

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A INDIQUÉ AUX ACTEURS DE L'ÉCONOMIE NATIONALE QUE L'ÉTAT VA INCITER, SENSIBILISER LES ENTREPRISES PRIVÉES À INVESTIR DANS LE SPORT.



16 novembre 2018. Palais de la Marina. Cotonou. Patrice Talon présente aux chefs d'entreprises son idée de taxe pour le sport

Au cours d'une rencontre qui a eu le 16 novembre 2018 au palais de la Marina à Cotonou, entre Patrice Talon, Chef de l'Etat, qu'assistait pour l'occasion Oswald Homeky, ministre en charge des Sports, et les chefs d'entreprises, le président de la République a réitéré sa détermination et sa volonté à faire rayonner toutes les disciplines sportives.

Ainsi, face à ces hommes d'affaires, le président Patrice Talon a présenté quelques actions menées par le gouvernement du Nouveau départ, pour le développement du sport et a justifié dans une démarche sans ambiguïté, le bien-fondé de sa logique : l'instauration d'une taxe pour le sport. En effet, le gouvernement dans son projet de loi 2019 a instauré une taxe pour le sport.

L'Etat « va donc inciter, sensibiliser les entreprises privées à investir dans le sport », confie le chef de l'Etat. Car, lance-t-il, l'Etat n'est pas meilleur dans le domaine sportif comme les entreprises. Concrètement, selon le Chef d'Etat, les entreprises privées vont désormais créer des clubs professionnels, pas amateurs.

Il révèle dans la même veine, que « deux entreprises (publiques) peuvent se mettre ensemble pour avoir des clubs compétitifs. Les entreprises ont libres choix de la discipline sportive. Elles auront des salariés sportifs ».

Il a insisté sur le fait que l'Etat ne prend pas de taxe sur le salaire des sportifs déclarés par ces entreprises. « Tout ce qui sera injecté

dans les clubs est déductible d'impôts », précise Patrice Talon.

Cette taxe sera prélevée chez les entreprises privées et publiques à hauteur de 1 F.Cfa sur 1000 F.Cfa de leur chiffre d'affaires hors TVA. Cette taxe, a rappelé le président Patrice Talon, permettra de concrétiser l'ambition du gouvernement dans le secteur sportif. Une ambition déjà concrétisée à travers la mise en place des classes sportives.

Patrice Talon a laissé entendre dans son exposé, que le développement du sport ne saurait être uniquement l'œuvre du gouvernement. C'est d'ailleurs pourquoi il pose dès maintenant, les jalons nécessaires afin d'amener les entreprises privées et publiques à s'intéresser au domaine du sport.

« L'Etat a mis en place des classes sportives pour le développement du sport au Bénin. Pour passer de la phase éducative à la phase de compétition, quatre disciplines sportives ont été retenues pour leur promotion: football, athlétisme, basket et handball ». C'est par ces mots que le président Talon a évoqué quelques unes des actions concrètes menées pour promouvoir le sport par le biais des classes sportives.

Et pour permettre une gestion transparente et efficace des ressources affectées à la mise en œuvre de cette réforme phare, il a indiqué que l'Etat va imposer aux communes d'avoir des clubs communaux dans ces quatre disciplines avec le financement de l'Etat. « Un mécanisme sera mis en place pour le suivi de la gestion des ressources », a-t-il fait savoir.

« L'Etat a mis en place des classes sportives pour le développement du sport au Bénin. Pour passer de la phase éducative à la phase de compétition, quatre disciplines sportives ont été retenues pour leur promotion: football, athlétisme, basket et handball ». Patrice Talon

Patrice Talon visite les sites de grands projets qui changeront le visage de Cotonou

LE CHEF DE L'ETAT A EFFECTUÉ CETTE DESCENTE DANS LE CADRE DE LA FINALISATION DU PROJET DE MALL ET DE LA GALERIE COMMERCIALE À COTONOU, LE 20 OCTOBRE 2018.



20 octobre 2018. Patrice Talon visite les sites de grands projets qui changeront le visage de Cotonou (2)

L'imminence du démarrage de certains grands travaux dans la ville de Cotonou est annoncée. C'est en tout cas ce que laisse augurer la descente effectuée par le président de la République, Patrice Talon, le 20 octobre 2018, sur certains sites de ces travaux à Cotonou.

Le chef de l'Etat a effectué cette descente dans le cadre de la finalisation du projet de Mall et de la Galerie commerciale à Cotonou. Deux projets censés changer le look de la ville économique et lui donner des attraits qui riment avec son statut de capitale. Dans les semaines qui suivent, on devra donc s'attendre, à voir Cotonou, la plus grande ville du pays,

Avec José Tonato, ministre en charge du Cadre de vie et Oswald Homeky, ministre du Tourisme et des Sports, le président Patrice Talon s'est rendu au Centre de promotion artisanale (Cpa) de Cotonou.

avec un visage rénové.

Avec José Tonato, ministre en charge du Cadre de vie et Oswald Homeky, ministre du Tourisme et des Sports, le président Patrice Talon s'est rendu au Centre de promotion artisanale (Cpa) de Cotonou, à la tête d'une délégation de cadres et techniciens.

En effet, le changement annoncé et promis dans l'architecture de la ville de Cotonou ne devrait plus être qu'une question de temps, surtout quand on sait que d'autres réalisations et aussi importantes sont prévues dans la même ville, toujours dans le souci de la rendre plus attrayante avec des commodités qui

l'alignent sur le même standard que les autres cités économiques modernes.

Kouhounou a été la seconde étape de la visite de terrain de Patrice Talon, ce 20 octobre 2018. Là, le Chef de l'Etat s'est rendu pour s'enquérir du projet de rénovation du Palais des sports. Le président Patrice Talon a bouclé sa descente dans la ville de Cotonou, par le projet de la rénovation du stade de l'Amitié général Mathieu Kérékou. Cet autre projet dont les travaux démarrent en début d'année prochaine va doter la ville d'un complexe sportif moderne avec des installations plus appropriées.

Patrice Talon : « Ce jour, nous avons engagé notre pays de manière plus résolue dans la lutte contre la faim »

POUR L'ATTEINTE DU PROGRAMME LA « FAIM ZÉRO » AU BÉNIN À L'HORIZON 2030, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DONNE RENDEZ-VOUS JUSTE DANS QUELQUES ANNÉES.



Au Bénin, 10% des ménages sont encore en insécurité alimentaire en 2017, soit plus d'un million de personnes. 40% des ménages courent un risque d'insécurité alimentaire et un ménage sur deux est en sécurité alimentaire. Les zones du pays les plus affectées sont les départements de l'Atacora, des Collines, du Zou et du Couffo. Certaines communes comme Natitingou, Glazoué et Djidja sont très touchées. Mais, c'est dans la commune de Boukombé que la situation est inquiétante avec 40% des ménages sous la menace de l'insécurité alimentaire.

Ces données, exposant en partie, le contenu d'un rapport réalisé après plus de six mois de travaux de recherches sur le terrain, ont été présentées par Eunice Nago Kouk-

oubou, maître assistant des universités et spécialiste en nutrition humaine. Ledit rapport contenant les principales conclusions et recommandations pour l'atteinte de la « Faim Zéro » au Bénin à l'horizon 2030, issues de l'examen stratégique national « faim zéro », a été transmis au président de la République au cours d'une cérémonie organisée à cet effet, le 04 octobre 2018 à Cotonou.

La réaction du président Patrice Talon ne s'est pas fait attendre, de ce fait. « Je me réjouis que le document soumis à notre attention ait procédé à un diagnostic conséquent des facteurs sectoriels et multiformes au constat encore relativement préoccupant du bien-être quotidien de nos compatriotes, en

dépité de certains résultats encourageants obtenus par notre pays ces dernières années », a-t-il déclaré.

Prenant connaissance de la synthèse présentée par le porte-parole des experts, le Chef de l'Etat leur a rappelé, ainsi qu'à l'assistance, le grand intérêt que son gouvernement et lui portent à son contenu. « Je voudrais noter avec satisfaction que le rapport a procédé à un inventaire satisfaisant des différents types de réponses coordonnées que les autorités béninoises s'efforcent d'apporter chaque jour aux problèmes identifiés avec le concours technique et financier de nos partenaires », a-t-il ajouté.

Selon le président Talon, le contenu de ce rapport confirme les grandes options inscrites dans le Programme d'action du gouvernement pour la période 2016-2021 dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. « Je prends acte des suggestions qui sont faites dans le but d'atteindre les résultats visés, ainsi que les actions prioritaires proposées spécifiquement à l'attention des couches les plus défavorisées », s'est ainsi engagé le chef de l'Etat.

« Ce jour, nous avons engagé notre pays de manière plus résolue dans la lutte contre la faim », a lancé Patrice Talon. Pour lui, « personne ne doute de l'engagement du gouvernement béninois et sa détermination dans la meilleure prise en charge de l'alimentation des enfants ». Aussi, pour la fin de la faim, il donne rendez-vous pour en faire le bilan dans les prochaines années.

« Je prends acte des suggestions qui sont faites dans le but d'atteindre les résultats visés, ainsi que les actions prioritaires proposées spécifiquement à l'attention des couches les plus défavorisées », s'est ainsi engagé le

Patrice Talon reçoit les bénédictions des chefs traditionnels

LES CHEFS TRADITIONNELS TROUVENT AMBITIEUX ET PORTEUR LE PAG. ILS Y DONNENT LEURS BÉNÉDICTIONS, PROMETTANT QUE LEUR SOUTIEN NE FERA PAS DÉFAUT À L'ŒUVRE DE RÉVÉLATION DU BÉNIN ENGAGÉE PAR PATRICE TALON. ILS SOUMETTENT AUSSI LEURS DOLÉANCES AU PRÉSIDENT.



25 août 2018. Cotonou. Patrice Talon et les garants de la tradition, des cultes et coutumes étaient en concertation avec le chef de l'Etat. (2)

Au cours de leur récente assemblée générale, les chefs traditionnels du Bénin souhaitaient avoir une occasion pour échanger avec le président de la République, Patrice Talon. Ce vœu a été exhaussé, car ces garants de la tradition, des cultes et coutumes étaient le 25 août 2018, en concertation avec le chef de l'Etat.

Au cours de la séance, il a été discuté de l'organisation interne des royaumes et palais ainsi que de l'apport attendu de la part de l'Etat. A toutes ces préoccupations, le président Patrice Talon a apporté des réponses sur ce que pourrait faire l'Etat pour solutionner les difficultés auxquelles sont confrontés les rois et chefs traditionnels.

Les dignitaires ont saisi l'occasion

« Cette communion avec les garants de nos us et coutumes a été également pour moi, l'occasion de réitérer mon attachement à nos valeurs endogènes et mon engagement à œuvrer pour la reconnaissance de la chefferie traditionnelle au titre de composante essentielle de notre pays », Patrice Talon.

pour apprécier le Programme d'action du gouvernement. Ils le trouvent ambitieux et porteur de développement pour le Bénin. Ils y donnent leurs bénédictions, promettant que leur soutien ne fera pas défaut à l'œuvre de révélation du Bénin engagée par le président Patrice Talon depuis son accession à la magistrature suprême.

Cette séance d'échange entre le président Talon et les deux associations faitières des hauts dignitaires, gardiens des valeurs traditionnelles, aura ainsi permis de faire l'état des lieux de la chefferie traditionnelle et d'entrevoir des réformes pour une meilleure organisation. Ces derniers se disent honorés de cette démarche du chef de l'Etat.

Après cette rencontre, le chef de

l'Etat fait une publication sur sa page Facebook : « Les chefs traditionnels, à travers leurs différents messages, ont exprimé le vœu de voir leur cadre assaini et mieux organisé pour plus de crédibilité et de légitimité. Nous avons donc, ensemble, saisi cette opportunité pour lancer les jalons des propositions de réformes, dans le but de redorer le blason de la chefferie traditionnelle ».

Poursuivant son propos, il déclare : « Cette communion avec les garants de nos us et coutumes a été également pour moi, l'occasion de réitérer mon attachement à nos valeurs endogènes et mon engagement à œuvrer pour la reconnaissance de la chefferie traditionnelle au titre de composante essentielle de notre pays ».

eGouvernance : Le Bénin premier en Afrique concernant l'obtention des visas



Maximilien Kpodjèdo, directeur général de l'Agence des services et systèmes d'informations (Assi), lors du lancement de l'e-visa

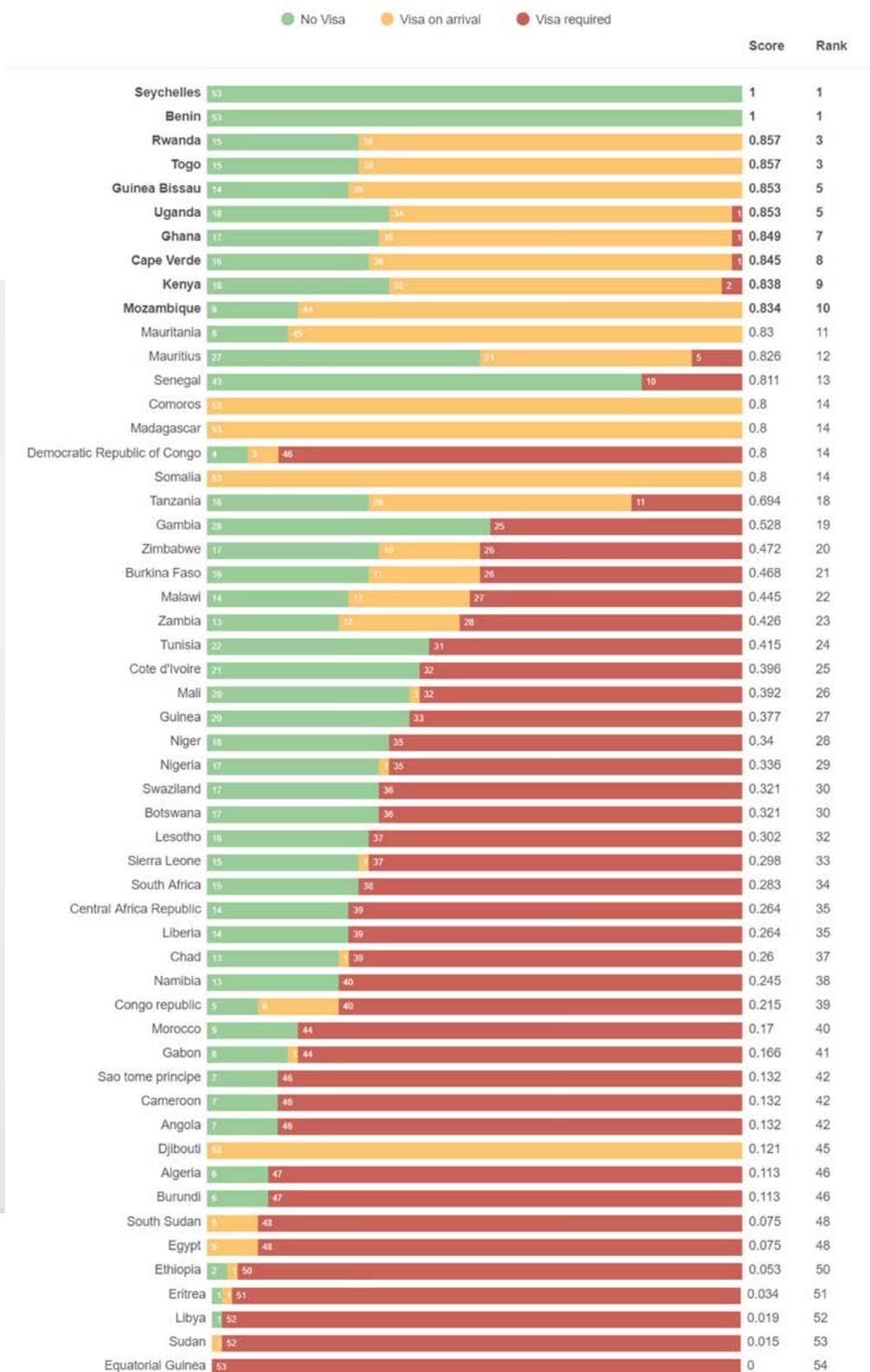
En Afrique, le Bénin est désormais avec les Seychelles le pays le plus ouvert en matière d'obtention de visa. Selon le rapport « Visa Openness Index » édition 2018 de la Banque africaine de développement (Bad), le pays a en effet marqué un pas de géant, passant en 2017 du 27^e rang à la 1^{ère} place un an plus tard, en 2018. C'est la principale retombée d'une politique d'ouverture menée par le président Patrice Talon depuis son arrivée au pouvoir. Une politique qui a connu un coup d'accélérateur important en 2018, avec la dématérialisation du système de visas

bénois.

Depuis 2016 en effet, le Bénin a instauré l'exemption de visa pour les Africains en 2016, ainsi que le lancement du visa touristique de dix jours. Plus emblématique, le pays a mis à la disposition des usagers une plateforme de délivrance de visa électronique "demandé et payé en ligne" via le site www.evisa.gouv.bj. Lancée par le gouvernement de Patrice Talon le 23 avril 2018, la plateforme de délivrance du visa électronique (E-visa) a enregistré en un temps record des scores exceptionnels avec

près de 1000 visas déjà délivrés en moins d'un mois.

Sur ce même terrain d'ouverture vers l'Afrique, le Bénin a instauré à l'instar des Seychelles une exemption à tous les Africains des visas d'entrée sur son territoire. Autre bonne performance à saluer, celle du Rwanda qui passe de la 9^{ème} à la 3^{ème} place. Désormais, les ressortissants de 15 pays d'Afrique peuvent s'y rendre sans visa, tandis que ceux des 38 pays restants pourront avoir un visa à l'arrivée. Le Togo et la Guinée-Bissau complètent ce top 5 en occupant respectivement la 4^e et la 5^e place.



Key facts about visa openness in Africa

- Africans do not need a visa to travel to 25% of other African countries (up from 22% in 2017, and 20% in 2016).
- Africans can get visas on arrival in 24% of other African countries (also 24% in 2017, and 25% in 2016).
- Africans need visas to travel to 51% of other African countries (down from 54% in 2017, and 55% in 2016).
- 43 countries improved or maintained their score (47 countries in 2017).
- 15 countries moved upwards 1 in rank on the Index (12 in 2017).
- Benin joins Seychelles at the top of the Index as the top performing countries on visa openness.

Le Bénin gagne une place dans le classement 2018 de la fondation Mo Ibrahim



Mo Ibrahim

La fondation Mo Ibrahim a rendu public, le rapport du classement 2018 des pays africains en matière de gouvernance, le 29 octobre 2018. Les efforts collectifs du Bénin sont encore salués par un organisme international. Le pays se classe 13ème contre 14ème l'année dernière, sur les 54 pays du continent africain. Ce qui représente un gain d'une place.

L'Indice Mo Ibrahim de la bonne gouvernance en Afrique permet de mesurer et d'évaluer annuellement la qualité de la gouvernance pour chaque pays africain. Cette évaluation prend en compte quatre composantes à savoir : Sécurité et État de droit, Participation et Droits Humains,

Développement Économique Durable et Développement humain.

C'est donc une bonne performance du Bénin qui se maintient dans le haut du tableau, loin devant de « grands pays » du continent, avec une moyenne de 58,7/100. La Fondation Mo Ibrahim confirme ainsi, les efforts et les mérites du Bénin en matière de bonne gouvernance, comme d'autres organismes internationaux l'ont déjà fait.

Cela signifie bien que de grands efforts sont entrepris par le président Talon et son gouvernement pour hisser le Bénin à un niveau respectable. Quand on voit certains pays classés derrière le Bénin (Maroc, Nigeria, Côte

Il faut souligner que le Bénin a réalisé ses plus belles performances dans la catégorie « Participation et Droits Humains », avec 71,5 et dans la sous-catégorie « Sécurité nationale », avec 87,8.

d'Ivoire...) on peut être fier et se dire que le pays est sur la bonne voie.

Il faut souligner que le Bénin a réalisé ses plus belles performances dans la catégorie « Participation et Droits Humains », avec 71,5 et dans la sous-catégorie « Sécurité nationale », avec 87,8. Ainsi, en occupant le 13ème rang, le pays vient devant plusieurs autres pays et pas des moindres sur le continent, notamment le Maroc (15ème), le Burkina Faso (16ème), la Côte d'Ivoire (22ème), le Niger (24ème), le Togo (30ème) et le Nigéria (33ème).

Par Laurent Adjovi,
Bénin Révélé Mag



DIGITAL BUSINESS AFRICA

ACTUALITÉS ET MAG DES DÉCIDEURS CONSACRÉ
AUX TIC, AUX TÉLÉCOMS ET AU NUMÉRIQUE

www.digitalbusiness.africa

Nous visons toujours plus haut !
Depuis **2011 (TIC Mag)**, nous offrons
aux **Décideurs**, tous les jours,
des infos stratégiques sur les TIC,
les Télécoms et le **Numérique**
en Afrique.

Retrouvez aussi notre
magazine mensuel
dans vos kiosques numériques

ePresse.fr

Recevez **GRATUITEMENT**
nos newsletters quotidiennes
et lisez nous sur tous vos terminaux.



By **ICTEY** Your progress,
our success
MEDIA
Strategies

Yaoundé Etoudi Rue 5.994 / Libreville Boulevard
Tél.: +237 243 25 64 36 / +241 02 79 97 38
E-mail: contact@digitalbusiness.africa
www.digitalbusiness.africa / www.digitalbusinessafrica.com
BP: 806 Yaoundé Cameroun



Dossier spécial

DIPLOMATIE PROACTIVE DE PATRICE TALON

Sur tous les fronts, défendre, vanter et promouvoir l'image du Bénin

De la Norvège à la Chine, en passant par l'Allemagne et les Etats-Unis, sans oublier le Togo, le président de la République du Bénin, Patrice Talon, a été très actif sur le plan diplomatique ces trois derniers mois. Sur tous ces fronts diplomatiques, un seul objectif : défendre, vanter et promouvoir l'image du Bénin. Un Bénin, qui, progressivement, se révèle aux yeux du monde comme une destination exceptionnelle pour les investisseurs avisés. Cette diplomatie proactive du président Patrice Talon porte déjà ses fruits et le pays est destiné à un avenir plus reluisant.

Dans ce dossier spécial, Bénin Révélé Magazine vous promène dans les coulisses des voyages du Chef de l'Etat dans ses différents périple en vous présentant principalement comment, avec brio, Patrice Talon défend et promeut la destination Bénin. Et son message, comme toujours, passe. Comme ce fut par exemple le cas le 30 octobre 2018 au Compact avec l'Afrique du G20 en Allemagne. Sommet au cours duquel le président de la République a valorisé le Bénin. Témoignage du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Aurélien Agbénongci, qui accompagnait le président : « Il y a eu des échanges bilatéraux avec des investisseurs qui se sont intéressés au Bénin avec des promesses assez sérieuses ».

Déjà, selon Aurélien Agbénongci, la participation du Bénin à ce sommet témoigne de la pertinence des réformes mises en œuvre. « Ne va pas au Compact qui veut, mais les pays cooptés par l'Allemagne, pays qui assure la présidence du G20, sur la base de certains critères dont les efforts de réformes entreprises dans les pays », lance pour se réjouir, le ministre Agbénongci. C'était donc pour la première fois que le Bénin prenait part à l'initiative allemande du G20 avec les 11 pays africains invités et représentés par leurs chefs d'Etat. Découvrez dans les lignes qui suivent comment le Bénin gagne avec les visites de travail du président Patrice Talon dans les pays du monde. Spécialement au cours des trois derniers mois.

Bonne lecture !

Par Bénin Révélé Mag

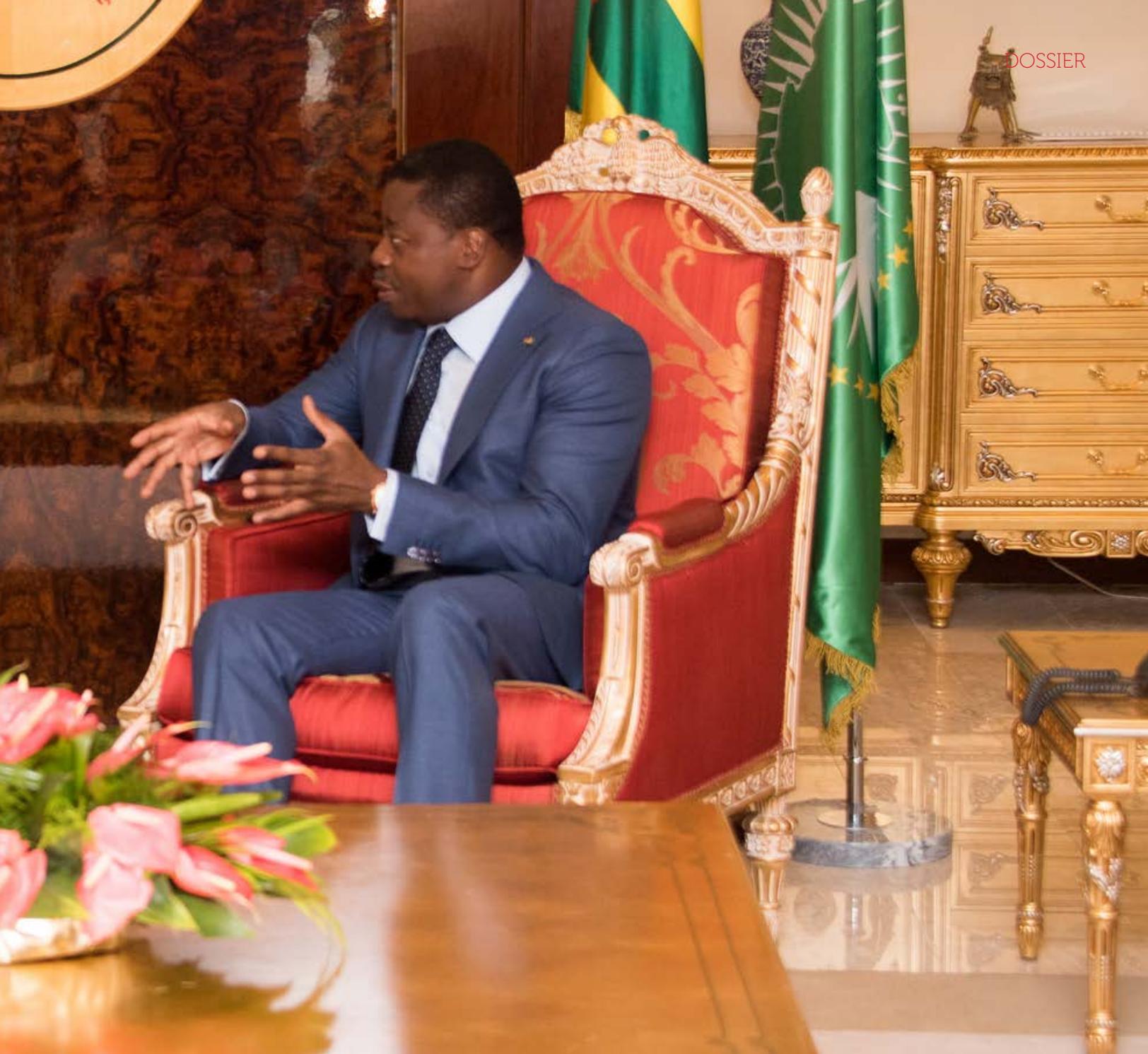




27 novembre 2018. Patrice Talon et Faure Gnassingbé posent les bases d'une nouvelle gestion de la CEB

Patrice Talon et Faure Gnassingbé posent les bases d'une nouvelle gestion de la CEB

PATRICE TALON A EFFECTUÉ LE 27 NOVEMBRE 2018, UNE VISITE DE TRAVAIL, À LOMÉ AU TOGO. LE CHEF DE L'ÉTAT BÉNINOIS Y A PRIS PART AU SOMMET DES CHEFS D'ÉTATS DE LA COMMUNAUTÉ ÉLECTRIQUE DU BÉNIN (CEB) QUI NE REGROUPE QUE LE BÉNIN ET LE TOGO. PLUSIEURS SUJETS RELATIFS À LA COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ENTRE CES DEUX NATIONS ONT ÉTÉ ABORDÉS PENDANT LA SÉANCE À HUIS CLOS QUI A RÉUNI LES DÉLÉGATIONS DES DEUX PAYS.



Patrice Talon et Faure Gnassingbé ont jeté les bases d'une nouvelle dynamique dans la gestion de la Ceb. Ainsi, dès le 1er janvier 2019, cette structure qui a charge la gestion de l'approvisionnement en énergie électrique au Bénin et au Togo connaîtra un changement de son objet social. Elle sera dorénavant gestionnaire de réseau de transport d'énergie. Elle va donc poursuivre l'exploitation des moyens de production du barrage Nangbéto et des deux turbines à gaz installées dans chaque pays.

Afin de faciliter cette reconversion, les deux présidents ont décidé de mettre la CEB sous administration provisoire pour six mois dès le 1er

janvier 2019. Le haut conseil interétatique sera chargé de gérer les affaires courantes et d'engager le processus de recrutement d'un gestionnaire délégué et d'amorcer la restructuration de la CEB.

En outre, Faure Gnassingbé et Patrice Talon ont décidé de payer partiellement les dettes de la CEB auprès de ses fournisseurs d'énergies que sont la Vra, Tcn, Gridco et Cie. En accord avec ces derniers, les deux pays vont établir un échéancier pour le solde avec la garantie des Etats au plus tard le 31 Décembre 2018.

Ainsi, on voit que l'axe Lomé-Cotonou se porte à merveille et dessine, sous la houlette des présidents Talon

et Gnassingbé, de nouvelles perspectives de coopération, notamment dans le domaine énergétique. Ainsi, faisant cause commune, deux pays décident ainsi de ce que chaque « Etat assurera l'importation directe de ses besoins complémentaires en énergie ».

C'est une mutation sensible au statut social de la CEB. Une révolution impulsée par le visionnaire du Nouveau départ qui, dès son accession au pouvoir, avait pris l'option de déroger à la convention de la CEB afin d'aller chercher de l'énergie autrement que par le truchement de la structure commune.

Patrice Talon présente aux investisseurs norvégiens les opportunités à saisir au Bénin

« IL EST IMPÉRATIF POUR NOUS, DE NOUS RÉVÉLER AUTREMENT À NOUS-MÊMES, PUIS DE RÉVÉLER AUTREMENT NOS PAYS AUX AUTRES ». CE SONT LÀ, LES PROPOS DU PRÉSIDENT PATRICE TALON, ADRESSÉS AUX INVESTISSEURS NORVÉGIENS, LE 08 NOVEMBRE 2018, AU COURS DE SON ENTRETIEN AVEC CEUX-CI, SUR LES OPPORTUNITÉS QU'OFFRE LE BÉNIN ET PLUS GÉNÉRALEMENT LE CONTINENT AFRICAIN.



08 novembre 2018. Oslo, Norvège. Participation du Président Talon au 8ème sommet nordique et africain des affaires (NABA - Nordic African Business Summit).

En effet, après ses entretiens avec les hautes autorités norvégiennes, Erna Solberg, premier ministre et chef du gouvernement et sa majesté Harald V, roi de Norvège, le président Patrice Talon, invité d'honneur du huitième Sommet nordique et africain des affaires (Nordic African Business Summit), s'est adressé au monde des affaires de ce pays.

Aux hommes d'affaires norvégiens, le chef de l'Etat a présenté le Bénin comme un pays-référence en Afrique de l'Ouest. Pour lui, « c'est la porte

d'entrée des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui constitue l'un des plus grands marchés intégrés d'Afrique ». Il a surtout vanté la transformation en cours au Bénin comme une chance à saisir.

Patrice Talon soutient que les opportunités sont immenses au Bénin et en Afrique et qu'il est intéressant d'investir sur le continent. Il nourrit d'ailleurs l'espoir « que dans quelques années, le Bénin sera peut-être le premier partenaire africain de la Norvège ».

Présentant à cette occasion le Bénin et surtout la vision de ses dirigeants actuels, le chef de l'Etat a révélé que le Bénin est un pays dans lequel des réformes extraordinaires sont en cours. « J'ai dit au Premier ministre que je ne suis venu demander rien du tout, mais un peu d'attention, d'observer le Bénin, de constater combien ce pays est en train de changer à l'instar de certains pays d'Afrique », a déclaré le président de la République.

Pour sa part, José Pliya, le directeur de l'Agence nationale pour la promotion du patrimoine et le développement du tourisme (Anpt), a, au cours d'une table ronde, organisée durant le huitième sommet nordique et africain des affaires, passé en revue les attraits et opportunités touristiques du Bénin devant les investisseurs norvégiens. Les actions prévues dans le secteur touristique, la construction de nouveaux musées, ont été exposées pour montrer au secteur privé norvégien que le Bénin actuel est une terre fertile pour accueillir et booster l'investissement privé.

Quant à lui, Jean-Baptiste Satchivi, président de la Chambre du commerce et d'industrie du Bénin (Ccib), représentant les opérateurs économiques, a rassuré les investisseurs norvégiens. Selon lui, ils ont tout intérêt à fouler le sol béninois pour leur business. Le président de la Ccib a notamment mis en exergue l'attrait du pays, ses atouts et bien d'autres opportunités.





27 novembre 2018. Patrice Talon et Faure Gnassingbé posent les bases d'une nouvelle gestion de la CEB



06 septembre 2018. Ankara, Turquie. Patrice Talon reçu par le Président turc Tayyip Erdoğan pour une visite de travail



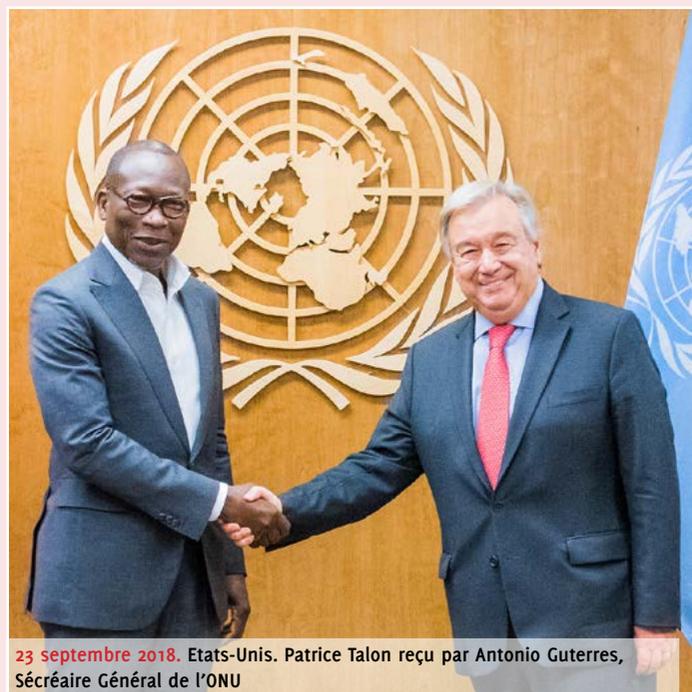
30 octobre 2018, Berlin en Allemagne. Patrice Talon rencontre les investisseurs Allemands et les pays du G20.



08 novembre 2018. Rencontre entre le Président Talon et sa majesté Roi de Norvège Harald V



07 novembre 2018. Rencontre entre le Président Talon et Mme Erna Solberg, Premier ministre et Chef du gouvernement du Royaume de Norvège



23 septembre 2018. Etats-Unis. Patrice Talon reçu par António Guterres, Secrétaire Général de l'ONU



01er septembre 2018. Pékin. Patrice Talon visite le musée du siège du groupe Poly Technologies



04 septembre 2018. Rencontre du président Patrice Talon et du président chinois Xi Jinping



08 novembre 2018. Oslo, Norvège. Participation du Président Talon au 8ème sommet nordique et africain des affaires (NABA - Nordic African Business Summit) (2)



30 octobre 2018, Berlin en Allemagne. Patrice Talon rencontre Akinwumi Adesina, président de la BAD.



30 octobre 2018, Berlin en Allemagne. Patrice Talon rencontre les investisseurs Allemands et les pays du G20.



03 décembre 2018. Cotonou, Bénin. Patrice Talon à la 52e session de l'Assemblée parlementaire ACP & 36e session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE-91



30 octobre 2018, Berlin en Allemagne. Patrice Talon rencontre les investisseurs Allemands et les pays du G20. (4)

Patrice Talon aux investisseurs Allemands : « Explorez les nombreuses opportunités qui se dégagent actuellement au Bénin ! »

INVITÉ DE LA CHANCELIÈRE ALLEMANDE, ANGELA MERKEL, AU SOMMET DU G20 À BERLIN SUR L'INVESTISSEMENT, LE CHEF DE L'ÉTAT, PATRICE TALON S'EST ADRESSÉ EN EXPOSANT AUX INVESTISSEURS ALLEMANDS EN PARTICULIER ET PLUS GÉNÉRALEMENT À TOUS LES INVESTISSEURS DU G20 ET DU MONDE, LES OPPORTUNITÉS ET LES AVANTAGES QU'IL Y A À INVESTIR AU BÉNIN.

Le président de la République du Bénin, Patrice Talon, a rencontré les investisseurs Allemands ce mardi 30 octobre 2018 à Berlin en Allemagne. Il participait au Sommet du G20-Afrique

sur l'investissement. Dans son discours aux entreprises Allemandes, Patrice Talon a vanté les atouts, atouts et attraits du Bénin.

Patrice Talon a commencé par présenter le Bénin. Ce pays de l'Afrique de l'Ouest membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine - zone monétaire



liée à l'euro riche de plus de 90 millions de consommateurs – et voisin du Nigeria considéré comme le plus grand marché d'Afrique de l'Ouest. Le Bénin partage avec ce pays plus de 700 km de frontière, faisant de lui une porte d'entrée privilégiée sur ce grand marché de plus de 180 millions d'habitants, rappelle Patrice Talon. Le président béninois ajoute que son pays connaît, depuis 1990, une expérience démocratique « marquée par une stabilité politique exceptionnelle » avec des alternances apaisées au sommet de l'Etat. « Mon ambition en accédant à sa gouvernance, est de faire de ce succès démocratique, une rampe de développement socio-économique », a déclaré Patrice Talon.

Pour conforter ces atouts, vante le président, le Gouvernement du Nouveau départ a, depuis avril 2016, mis en œuvre des réformes majeures qui concourent à faire du Bénin, l'un des espaces les plus favorables à

l'investissement privé étranger. Parmi les réformes majeures égrainées par Patrice Talon, : l'assainissement du cadre macroéconomique et de la gouvernance permettant désormais au Bénin de disposer d'un cadre macro des plus stables avec l'appui du FMI, l'amélioration de l'environnement général des affaires, consistant entre autres à la simplification et à la rationalisation du cadre global d'intervention du secteur privé, la réforme du marché du travail, le renforcement du secteur énergétique et enfin la sécurisation de la propriété foncière.

« De manière concrète, nos actions ont permis de moderniser, dématérialiser et simplifier l'ensemble des formalités administratives, fiscales et douanières », rassure Patrice Talon. Par exemple, une nouvelle loi sur les conditions d'embauche dérégule désormais le recrutement et simplifie la rupture du contrat de travail. « Aujourd'hui, les entreprises ont la

possibilité de recruter sur contrat de travail à durée déterminée renouvelable quasi indéfiniment. Le montant des indemnités à payer en cas de licenciement est plafonné à neuf mois de salaire, quel que soit le motif du licenciement. Nous venons également de mettre en vigueur une réforme du droit de grève qui limite la durée totale des grèves à 02 jours maximum dans un même mois et à 10 jours maximum par an », illustre le président béninois.

Des mesures qui ont été difficiles à prendre sur le plan social, mais qui sont indispensables pour l'investissement privé. Et le président n'a pas manqué de s'attarder sur la formation des Béninois. « Convaincu, que la disponibilité d'une main d'œuvre locale bien formée et à un coût compétitif est un élément important de compétitivité, nous avons lancé une réforme complète de notre système éducatif afin de rendre disponible à court terme la main d'œuvre qualifiée nécessaire », explique Patrice Talon.

En fin, condition essentielle pour attirer les investissements, l'énergie. « Disposer de l'énergie de qualité à un coût raisonnable est une condition préalable à la mise en œuvre de toute politique de transformation structurelle de l'économie. A cet effet, notre programme de renforcement de capacités énergétiques nous permettra d'atteindre à très court terme, l'autonomie énergétique et d'exporter notre production à travers le marché régional de l'énergie électrique », promet le président.

La mise en œuvre satisfaisante de ces réformes témoigne à juste titre, de la volonté des pouvoirs publics et de l'engagement de son président à coopérer avec le secteur privé en général et les partenaires allemands en particulier. « Je vous invite donc à explorer les nombreuses opportunités qui se dégagent actuellement au Bénin, aussi bien dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme, des infrastructures que de l'énergie et bien d'autres encore. D'ores et déjà, je puis vous rassurer qu'au Bénin, vous serez comme chez vous », a lancé Patrice Talon en direction des investisseurs Allemands.

Par Laurent Adjovi / Bénin Révélé
Mag

A Washington, comment **Patrice Talon** a vanté les projets et opportunités du Bénin à la Sfi



23 septembre 2018. Aéroport Newark dans le New Jersey, Arrivée de Patrice Talon pour vanter les opportunités du Bénin.

Le président Patrice Talon a entrepris, à l'issue des travaux de la 73^{ème} session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies tenus à New-York de septembre 2018, une tournée en Amérique du nord. Ainsi, à Washington, le Chef de l'Etat a reçu en audience, une délégation de la Société financière internationale (Sfi) qu'a conduit Philippe Le Houérou, son directeur général.

Au cours de la séance de travail qui s'est déroulé pendant cette audience, la délégation de la Sfi a passé en revue les grands projets qui peuvent l'intéresser au Bénin. A l'issue de l'audience, Philippe Le Houérou a dévoilé à la presse les coulisses de cette rencontre. Notamment des échanges avec le président Patrice Talon. D'après lui,

les discussions ont été principalement axées sur les secteurs vitaux de l'économie béninoise tels que l'énergie (un projet de production d'énergie basée sur le gaz), le développement du tourisme et de l'économie numérique, entre autres.

Le directeur général de la Sfi affirme par ailleurs avoir discuté avec la partie béninoise du financement des projets phares du Programme d'actions du Gouvernement. Il se dit être à la phase de concrétisation des négociations qui ont démarré depuis plusieurs mois, avec le gouvernement. Il a laissé entendre que le Président patrice Talon a beaucoup fait bouger les choses surtout sur le plan de l'agrobusiness.

Précisons que la Sfi est une filiale de la Banque mondiale. Elle est

Le directeur général de la Sfi se dit être à la phase de concrétisation des négociations qui ont démarré depuis plusieurs mois, avec le gouvernement. Il a laissé entendre que le Président patrice Talon a beaucoup fait bouger les choses surtout sur le plan de l'agrobusiness.

spécialisée dans le financement du secteur privé. Elle finance de grands projets sur le plan mondial. Son mode de financement revêt deux aspects : soit en prêtant directement les fonds à ses partenaires, soit en entrant dans le capital des sociétés privées.

Il convient de préciser que l'avantage de ces financements est qu'ils sont accordés directement aux entreprises, sans besoin de garantie de l'Etat. Ce qui ne crée pas de la dette pour le pays. Cela permet de développer le secteur privé et de créer des emplois.

Les responsables de la Sfi se disent en phase avec la vision de Patrice Talon qui est d'intensifier les financements des projets destinés à booster le secteur privé.

A New-York, Patrice Talon vante les prouesses réalisées au parc de la Pendjari

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A PRÉSENTÉ LE VISAGE RELOOKÉ DE CE PARC ANIMALIER ET A RECONNU, PAR LA MÊME OCCASION, L'EXPERTISE DE L'ORGANISATION SUD-AFRICAINE AFRICAN PARKS NETWORK.



Parc national de la Pendjari

Afin d'accroître les retombées pour le Bénin de sa présence aux Etats-Unis, le président Patrice Talon a présidé une table ronde autour du thème : « le rôle du partenariat public-privé dans la gestion des aires protégées ». C'était dans les locaux d'Africa House à New-York, en marge des travaux de la 73ème de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.

Le Chef de l'Etat a, à l'occasion, mis un accent particulier sur le processus en cours pour la réhabilitation complète du parc animalier de la Pendjari. Processus réalisé en quelques mois par l'Organisation African parks Network.

Patrice Talon a ainsi présenté le visage relooké de ce parc animalier et a reconnu, par la même occasion, l'expertise de l'organisation sud-africaine African parks Network, dont le savoir-faire permet aujourd'hui d'envisager un avenir radieux pour cette réserve de biodiversité et de faune considérée comme la plus importante de la sous-région.

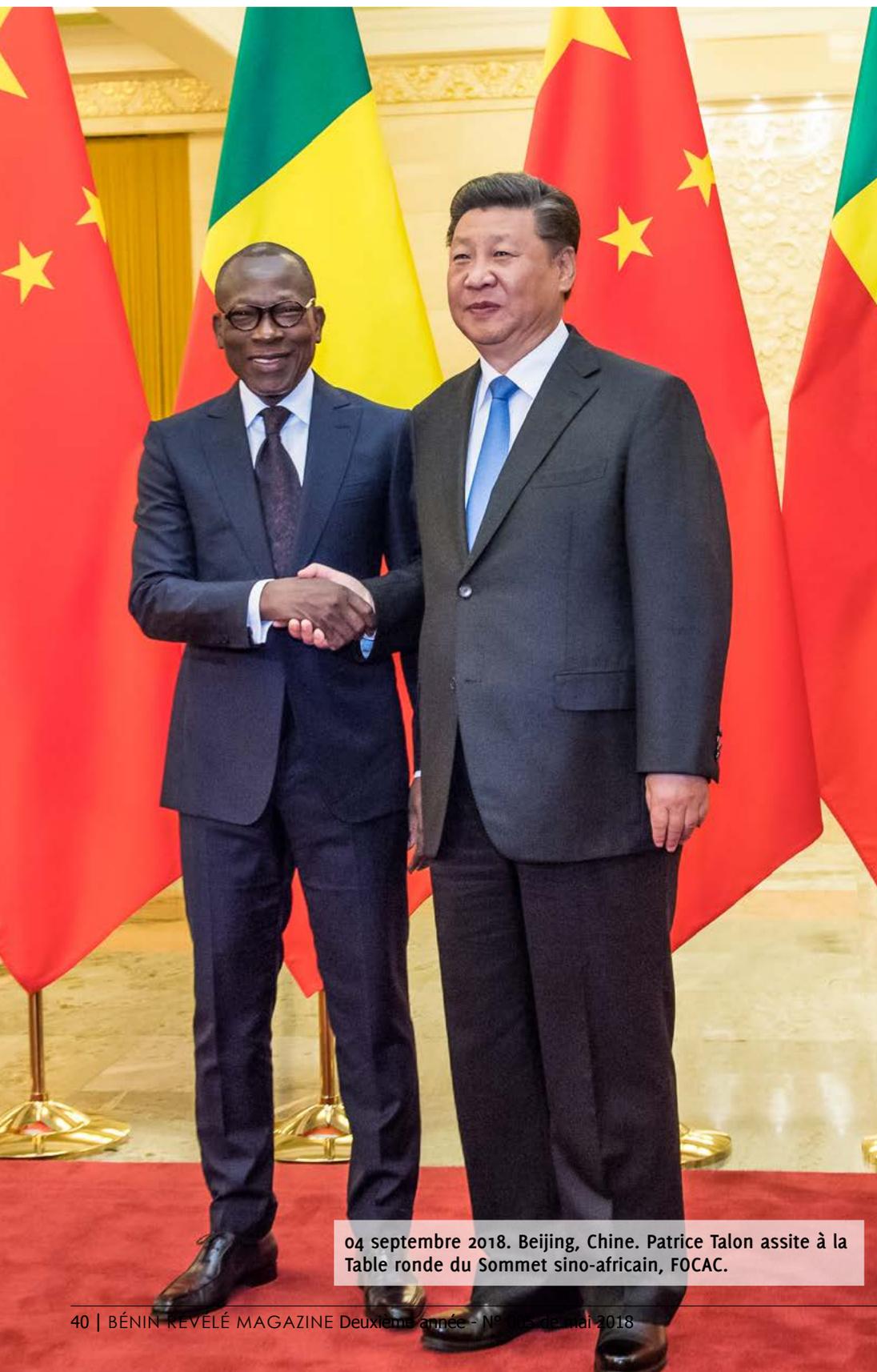
« Nous avons ressuscité ce parc avec l'efficacité d'African parks... Ce que nous attendons, c'est une gestion efficace, la pérennité du parc dans son état naturel », a fait savoir le président Patrice Talon. Il dit être satisfait du résultat obtenu en quelques

mois. « Au bout de sept à huit mois, on voit réapparaître les guépards et de nombreux autres animaux sauvages comme les éléphants et les lions », se félicite-t-il.

Ce qu'il faut désormais selon le Chef de l'Etat, c'est d'organiser les safaris et des visites « sans perturber l'éco-système et faire cohabiter ce parc avec les populations avoisinantes, de sorte qu'il puisse avoir une vie harmonieuse entre les populations qui veulent également vivre du parc tout en préservant sa quiétude et son écosystème ».

Xi Jinping et Patrice Talon en phase à Pékin sur les projets du PAG

RÉFORMES ENTREPRISES AU BÉNIN DEPUIS PLUS DE DEUX ANS, COOPÉRATION ENTRE LA CHINE ET LE BÉNIN, MAIS AUSSI ET SURTOUT OPPORTUNITÉS ENTRE LES DEUX PAYS À L'AUNE DES NOUVEAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT ONT MEUBLÉ L'AUDIENGE DU 01ER SEPTEMBRE 2018 AU GRAND PALAIS DU PEUPLE PÉKIN, EN MARGE DU SOMMET SINO-AFRICAIN.



04 septembre 2018. Beijing, Chine. Patrice Talon assiste à la Table ronde du Sommet sino-africain, FOAC.

Lors de l'audience accordée à Pékin en Chine à Patrice Talon par Xi Jinping, le président chinois, le président béninois a exposé la situation économique et sociale du Bénin. Il a expliqué que, depuis deux ans, il a engagé le Bénin dans des réformes structurelles considérables en matière de gouvernance et qui sont aujourd'hui de nature à favoriser et rassurer l'investissement. Après cet exposé, le président Xi Jinping « a fait remarquer que la vision du président du Bénin, son sens patriotique et de responsabilité sont très rassurants pour la partie chinoise. Il a aussi indiqué que de nombreux axes et projets de coopération sont déjà en cours entre les deux pays ».

Il s'agit entre autre, de la rénovation du palais des congrès de Cotonou et du stade de l'Amitié général Mathieu Kérékou de Cotonou, du projet de construction de l'aéroport de Glo-Djigbé, de la Route des pêches, de la mise en place de conditions favorables à l'exportation du Soja en Chine, de l'amélioration des conditions d'accueil et d'intégration des étudiants béninois en Chine.

Selon un communiqué de presse rendu public à l'issue de cette audience, Patrice Talon indique que « ce climat de confiance qui règne de plus en plus au Bénin offre une réponse positive à l'aide au développement et au renforcement de la coopération bénino-chinoise ».

Le communiqué mentionne également qu'« il a saisi l'occasion pour présenter à la partie chinoise les opportunités qu'offre le Bénin en matière de tourisme et de promotion culturelle, et a invité le président chinois à encourager



04 septembre 2018. Beijing, Chine. Patrice Talon assiste à la Table ronde du Sommet sino-africain, FOCAC.

les investisseurs de son pays afin qu'ils poursuivent leurs efforts d'investissement au Bénin ».

Les présidents Patrice Talon et Xi Jinping se sont séparés en nourrissant l'espoir d'intensifier les relations entre les deux pays. « Le président Patrice Talon s'est ensuite rendu à l'hôtel des invités d'Etat de Diaoyutai où il a été reçu par le vice-président chinois, Wang Qishan. Ce dernier, lors d'un déjeuner offert à toute la délégation béninoise, a salué le leadership du président du Bénin et rassuré que les rapports entre le Bénin et la Chine ne cesseront de s'intensifier en raison du climat favorable qui règne désormais dans le pays », renseigne le communiqué de presse. Les relations entre le Bénin et la République populaire de Chine seront ainsi renforcées dans les semaines et mois à venir.

La délégation du gouvernement avec à sa tête le Président Patrice Talon, avait quitté Cotonou, pour Pékin en Chine, le 30 août 2018. Le chef de l'Etat acceptait ainsi l'invitation de son homologue chinois Xi Jinping à participer au sommet du FCSA et à effectuer une visite de travail en Chine. Ce forum prévu les 03 et 04 septembre 2018. Une visite qui permettra à Patrice Talon et son équipe, de mobiliser d'importants investissements pour la réalisation de son Programme d'action du gouvernement.

Le Forum sur la coopération sino-africaine, né en 2000, est une plate-forme fondée par les deux parties, en solidarité pour conjuguer les efforts et relever les défis économiques, sociaux et politiques.

La délégation gouvernementale

Les présidents Patrice Talon et Xi Jinping se sont séparés en nourrissant l'espoir d'intensifier les relations entre les deux pays.

qui s'est envolée pour la Chine était constituée du chef de l'Etat, d'Aurélien Agbénonci, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération ; de Romuald Wadagni, ministre de l'Economie et des Finances ; d'Oswald Homeky, ministre du Tourisme, de la Culture et des Sports ; de Samou Séidou Adambi, ministre de l'Eau et des Mines et de José Didier Tonato, ministre du Cadre de vie et du Développement durable.

Cette rencontre qui était pour le Bénin une bonne opportunité pour associer les programmes majeurs de la coopération sino-africaine au Programme d'action du gouvernement s'est déroulée autour du thème : « la Chine et l'Afrique : Communauté de destin et partenariat mutuellement profitable ».

Par Bénin Révélé Mag

Le gouvernement du Nouveau départ va construire 8 500 logements sociaux modernes à Ouèdo et à Parakou



Selon le ministère du Cadre de vie et du Développement durable, lors de la présentation du bilan des deux du gouvernement du nouveau départ à la télévision nationale, l'Ortb, le 17 avril 2018, de 1960 à 2016, pas plus de 5000 logements sociaux ont été réalisés dans l'ensemble du pays. Ce

constat a conduit l'actuelle équipe à se fixer des exigences dès son arrivée : trouver les sites, les sécuriser, déclaration d'utilité publique.

Il faut avouer que ce secteur du logement social a été durant près de 60 ans, un projet herculéen, qui a jusque-là manqué d'efficaci-

té. Malgré les sommes colossales englouties, malgré la volonté affichée des dirigeants qui se sont succédés au pouvoir au Bénin, le bilan reste toujours mitigés. Personne n'a réussi à offrir une aide aux ménages les plus modestes.

En 60 années, seulement quelques logements sociaux, 5000 environ, ont été réalisés ; et ceux construits, sont en ruine et abandonnés aux reptiles de tout genre. D'autres sont demeurés des éléphants blancs.

A l'avènement du nouveau régime en avril 2016, le gouvernement de Patrice Talon, manifestant sa volonté de réformer un système trop généreux et inefficace, a pris la résolution de changer les choses dans ce secteur.

Le ministre des Infrastructures et des Transports, a au cours de l'émission « Bénin en Chantier », diffusée sur la télévision nationale le 17 avril 2018, a décliné le plan du gouvernement pour le secteur.

Ainsi, on apprend que pour relever la pente, le gouvernement du Nouveau départ prévoit de construire 8000 logements à Ouèdo et 500 à Parakou. Ce projet bénéficie d'un financement de Boad à hauteur de 25 milliards de F.Cfa et de la BID qui mettra à disposition du projet, la somme de 41,5 milliards de F.Cfa. Les 500 logements de parakou seront pris en charge par Polytechnologie, un groupe chinois.

Il sera créé pour la cause, une société immobilière et d'aménagement urbain avec comme actionnaires, l'Etat béninois, les banques, les compagnies d'assurance. L'acquéreur final entre en possession de son logement sans payer d'apport initial. Il paie un loyer mensuel comme tout le monde, garanti par une institution bancaire à 0,5%. Une idée, trouvaille du Président Talon.

Gaston Doussouhoui encourage à booster l'économie béninoise en consommant les produits locaux



La 5^e édition de la Foire intercommunale des Collines (Fico), évènement qui s'est déroulé du 23 novembre 2018 au 02 décembre 2018, dans la ville de Dassa-Zoumè, dans le département des Collines, a été lancée le 23 novembre 2018 par Gaston Doussouhoui, le ministre en charge du secteur agricole.

Placée sous le patronage du Groupement intercommunal des collines (Gic) et du programme d'appui au développement agricole des Collines (Padac), il s'agit d'une initiative pour promouvoir l'économie locale et la culture des communes du département des Collines.

Cette cinquième édition a connu la présence de plusieurs forains en provenance des six communes des Collines et même des pays voisins de Niger et du Burkina Faso venus prendre part à cette foire commerciale des produits exclusivement locaux qui a duré dix jours. Cela a aussi permis aux exposants venus de

la sous-région, de faire des affaires.

En procédant à l'ouverture de la foire, le ministre Gaston Doussouhoui a rappelé l'importance de l'agriculture pour un pays. Un secteur névralgique pour le Bénin. Un peu plus de 70 % de la population du pays tirent leur nourriture de ce secteur. L'agriculture a un apport de plus de 34 % du produit intérieur brut. Cependant, il faut encore plus d'effort pour soutenir les produits béninois. Gaston Doussouhoui a ainsi profité de cette occasion pour convier les Béninois à faire une place de choix aux produits du terroir.

Il fait observer que ce sont des occasions privilégiées pour faire plus confiance à la production locale, qui n'est pas de moindre qualité et qui sont même recherchés ailleurs pour leur valeur nutritive certaine. La valorisation des produits locaux contribue fortement au développement social et économique.

Il importe que les Béninois adhèrent à ce changement de comportement afin de contribuer d'une part à l'évolution de la consommation des produits locaux et d'autre part, aux innovations des savoir-faire locaux de transformation des produits.

Pour faciliter cette valorisation des ressources locales, il importe que les Béninois adhèrent à ce changement de comportement afin de contribuer d'une part à l'évolution de la consommation des produits locaux et d'autre part, aux innovations des savoir-faire locaux de transformation des produits. Ceci redonnera une chance non seulement aux producteurs locaux mais aussi à l'économie du pays.

Dans leurs mots de bienvenue, Nicaise Fagnon et Jacques Dagoué, respectivement maire de Dassa et de Glazoué, ont salué leurs pairs des autres communes des Collines pour avoir maintenu allumé le flambeau de la Fico qui en est à sa cinquième édition dans les Collines. Pour eux, cette foire s'inscrit dans le cadre de la promotion des communes des Collines et mérite bien d'être davantage soutenue.

Par Laurent Adjovi

Baisse de tension électrique : Bientôt la lumière de Parakou à Malanville

UNE NOUVELLE LIGNE ÉLECTRIQUE HAUTE TENSION D'UNE CAPACITÉ DE 161 KILOVOLTS, ALLANT DE PARAKOU À MALANVILLE, SERA MISE EN SERVICE DANS LES JOURS À VENIR.



Cette annonce a été faite aux maires des différentes communes concernées et à leurs populations, par Laurent Tossou, directeur général de la Société béninoise d'énergie électrique (Sbee), lors de sa mission conjointe avec une délégation de la Communauté électrique du Bénin (Ceb), qui s'est déroulée du 22 au 24 novembre 2018.

En présence des préfets, maires, élus locaux et des associations des consommateurs des trois départements, il a fait part de l'imminence de la fourniture de l'énergie électrique grâce à la ligne 161 kilovolts Parakou-Malanville. Laurent Tossou a à cette occasion, annoncé l'achèvement des travaux du projet qui permettra à la Sbee d'améliorer davantage la qualité de ses services dans les départements du Borgou, de l'Alibori et de la Donga.

Une bonne nouvelle pour ces départements qui disposeront désormais d'une fourniture en qualité et en quantité de l'énergie électrique. Il a assuré que ceci sonne la fin du calvaire des populations, indiquant que la mise en service de cette ligne est pour le début du mois de décembre 2018.

Lors de la rencontre tenue à la préfecture de Parakou, le 23 novembre 2018, Norbert Houssou Kindadoussi, directeur technique de la Ceb, basé à Lomé, a relevé que l'alimentation haute tension s'arrêtait à Parakou depuis 2008-2009. Mais, grâce à un financement obtenu par le gouvernement béninois, la Ceb a construit une ligne haute tension qui quitte Parakou pour Malanville.

Dans ce cadre, des travaux ont été effectués dans la cité des Koburu pour augmenter la capacité de

Le ministre a assuré que cette nouvelle ligne électrique sonne la fin du calvaire des populations, indiquant que la mise en service de cette ligne est pour le début du mois de décembre 2018.

transformation et amener la Sbee à étendre davantage son réseau afin de satisfaire sa clientèle. A cet effet, des postes ont été installés à Bembèrèkè, Kandi et Malanville.

La conséquence directe de cette action est que « les populations vont pousser un ouf de soulagement parce que les problèmes de baisse de tension ne vont plus se poser et les extensions seront beaucoup plus faciles », laisse-t-il croire.

Pour l'effectivité du projet, trois postes d'aiguillage, de transformation, de protection et de distribution ont été construits. « Toutes les dispositions ont été prises pour que le projet ne souffre d'aucune insuffisance. C'est pour cela qu'un poste a été créé à Bembèrèkè, à Kandi et à Malanville », ajoute Norbert Houssou Kindadoussi.

Jean-Claude Houssou lance les travaux d'extension du réseau électrique d'Atchannou dans le Mono

LE MINISTRE EN CHARGE DE L'ENERGIE A LANCÉ LE 19 OCTOBRE 2018, AU TERRAIN DES SPORTS DE L'EPP TADOCOMEY, LES TRAVAUX D'EXTENSION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE D'ATCHANNOU, L'UN DES CINQ ARRONDISSEMENTS D'ATHIÉMÉ, DANS LE DÉPARTEMENT DU MONO.



Jean-Claude Houssou; le ministre en charge de l'Énergie.

L'objectif de ce projet d'extension du réseau électrique vise à faciliter le raccordement des populations de Tadocomey, un village estimé à mille habitants environ. Au bout de ces

travaux qui vont durer quatre mois, il est prévu l'érection d'un poste de transformation et l'installation de dix lampadaires à titre d'éclairage public de la localité.

« Nous sommes ici dans la concrétisation du Programme d'action du gouvernement (Pag). A travers ce projet qui aura des retombées dans quelques mois, c'est le Pag qui avance et quand celui-ci avance, c'est le Bénin qui avance », explique le ministre. La population sortie nombreuse a exprimé à ces dires, sa gratitude par des applaudissements.

Selon Francis Tchekpo, directeur général de l'Agence béninoise d'électrification rurale et de maîtrise d'énergie (Aberme), le raccordement sera motivé à travers une campagne de promotion des abonnements. Il indique qu'« au terme des travaux, un branchement promotionnel des ménages au réseau électrique à un coût forfaitaire de 90 000 F.Cfa, au lieu de 180 000 F.Cfa conventionnellement payés à la Sbee, est prévu par le gouvernement ».

L'exécution du présent projet entre dans le cadre de la mise en œuvre du volet facilitation de l'accès à l'énergie électrique du Pag, selon Jean-Claude Houssou.

Lucien Kokou, ancien ministre et natif d'Atchannou, ému, a expliqué le sens que revêt ce projet pour leur localité. « Nous avons utilisé de lampions pour étudier dans ce village, mais le président Talon vous offre l'opportunité de vous servir, à présent, de l'électricité afin de briller davantage », lance-t-il.

ICT MEDIA
Strategies



ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE

EDITION DES MAGAZINES - EDITION WEB
FOURNITURES DE CONTENUS MEDIATIQUES

Tél: +237 243 25 64 36 / 222 20 93 40
Email: contact@ictmedia.africa

Tél: +229 69 57 35 86
www.ictmedia.africa

BÉNIN RÉVÉLÉ

MAGAZINE



*Vous souhaitez
Joyeuses fêtes
de fin d'année et
Bonne Année 2019*



#BENINREVELEMAG

Les grandes lignes du projet de loi de finances gestion 2019

ROMUALD WADAGNI, LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, A PRÉSENTÉ À LA COMMISSION BUDGÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 12 NOVEMBRE 2018, LES GRANDES LIGNES DU VOLUMINEUX PROJET DE BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT GESTION 2019.



Romuald Wadagni
ministre des Finances et de l'Économie.

Le patron des finances de l'Etat a, comme d'habitude, présenté le rapport-synthèse de présentation du projet de loi de finances gestion 2019 ; le rapport sur l'équilibre économique et financier, les résultats connus et les perspectives, le plan de trésorerie

prévisionnel et mensualité de l'exécution du budget de l'Etat ; le document de programmation budgétaire, économique et pluriannuel 2019-2021 ; la note analytique sur le programme de développement et l'évaluation des dépenses fiscales et présentation détaillée des recettes budgétaires.

Que faut-il retenir de la présentation du ministre Wadagni ? Le projet de loi de finances pour la gestion 2019 s'équilibre en recettes et en dépenses, à la somme de 1877,543 milliards de F.Cfa contre 1862,918 milliards F.Cfa, soit une hausse de 14,625 milliards F.Cfa correspondant à un taux de 0,8%.

Le gouvernement ambitionne avec ce montant, de concrétiser le passage du déficit global de 4,7% en 2018 à 2,7% en 2019. Cela permettra au pays, d'être en phase avec le critère communautaire de l'Uémoa, limitant le déficit à un niveau de 3%.

Il est projeté une croissance économique de 7,6% en 2019 contre 6,8% en 2018, 5,8% en 2017 et 4% en 2016. Cette ambition sera favorisée par le

contexte économique marqué dans le monde par la stagnation de la croissance économique attendue à 3,9% en 2019 et en 2018 contre 3,7% en 2017.

Les indicateurs annoncent une légère accélération de la croissance dans l'espace Uémoa avec un taux de 6,9 % en 2019 contre 6,8% attendu en 2018 et 6,5% en 2017. Sur le plan régional, le gouvernement compte poursuivre la reprise de l'activité économique avec le Nigeria. Il est espéré ici une prévision de 2,3% d'activité économique avec ce grand pays en 2019 contre un taux de 2,1% attendu en 2018 et 0,8% en 2017.

Le 13 novembre 2018, le tour était à Abdoulaye Bio Tchane, le ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement, de passer devant la commission budgétaire, pour présenter aux députés les autres documents budgétaires dont le document de stratégie d'endettement ; les comptes spéciaux du Trésor ; la Note analytique sur les finances locales et surtout le Programme d'investissement public relatif aux mesures sociales prévues par le gouvernement pour 2019.

Le Bénin démontre sa capacité à attirer des investisseurs en levant 171 milliards de F.Cfa sur le marché international

A travers un communiqué de presse, signé en date du 16 Octobre 2018 par le ministère de l'économie et des finances, le gouvernement du Nouveau départ annonce à l'opinion publique nationale et internationale, la levée avec succès, d'un montant de 260 millions d'Euros, soit environ 171 milliards de F.Cfa, pour une marge d'intérêt inférieure à 3,5% pour une maturité de 12 ans, auprès d'une banque internationale.

Selon les termes dudit communiqué, pour assurer le succès de cette opération, la Banque mondiale et une structure d'assurance innovante y ont été as-

sociées. La réussite d'une telle opération démontre de « la capacité du Bénin à attirer des investisseurs privés internationaux », dans des termes exceptionnellement favorables.

Conduite avec dextérité et maestria, cette levée de fonds réussie sur le marché international est la manifestation de l'intérêt que suscite le Bénin auprès des investisseurs étrangers depuis le mois d'avril 2016, avec l'avènement à la magistrature suprême du président Patrice Talon. Le gouvernement du nouveau départ entend ainsi poursuivre l'ouverture du Bénin aux investissements

internationaux.

Ces fonds permettront à l'Etat béninois, toujours suivant le communiqué du ministère de l'économie et des finances, d'améliorer son profil de dette et d'engager le remboursement d'un portefeuille d'emprunts hérité du gouvernement de Boni Yayi. Après l'apurement des dettes du régime de la refondation afin de restaurer l'image du Bénin auprès des institutions étrangères de financement, le gouvernement envisage aussi de renforcer les investissements sociaux prioritaires.

Par Bénin Révélé Mag

Pêche : 11 entreprises chinoises vont investir 12 milliards de F.Cfa au Bénin

APRÈS LE PROTOCOLE D'ACCORD SIGNÉ UNE SEMAINE AVANT ENTRE L'AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS (APIEX) ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ENGIE FENIX BÉNIN, L'APIEX A DE NOUVEAU SIGNÉ, LE 27 NOVEMBRE 2018, UN AUTRE PROTOCOLE D'ACCORD AVEC UN GROUPEMENT DE SOCIÉTÉS CHINOISES.



Signature du protocole d'accord entre le groupement de sociétés Chinoises spécialisé dans la production d'équipement pour la pêche au Bénin et l'Apiex

Le Bénin commence à attirer des investissements étrangers pour l'embellie de son économie. Le groupement de sociétés qui a signé le protocole d'accord du 27 novembre 2018 concerne 11 entreprises chinoises, toutes spécialisées dans la production d'équipements de pêche.

Laurent Gangbès, directeur général de l'Apiex, informe de ce que l'installation de ces entreprises offre la perspective de 500 emplois directs et environ 200 autres emplois, liés à la sous-traitance. Pour lui, ce sont les

réformes du gouvernement pour accélérer les installations d'entreprises qui commencent ainsi à porter des fruits. C'est une opportunité d'emplois qui encourage les jeunes à manifester leur intérêt lorsque le groupe va lancer le processus de recrutement, explique le directeur général de l'Apiex.

Selon Zhong Yi Cheng, porte-parole du groupement de sociétés chinoises, le groupement a décidé de s'installer au Bénin, du fait de la qualité des réformes, des lois sur l'investissement et l'environnement favorable pour

les investisseurs. Il expliquait ainsi la motivation du choix du Bénin sur l'ensemble des pays de la région prospectés.

Une usine de fabrication de matériels de pêche et une unité de commercialisation seront ainsi installées au Bénin. Zhong Yi Cheng annonce, se réjouissant d'avoir signé cet accord avec Apiex, que les travaux vont démarrer dans les semaines à venir. Ce sont quelques 12 milliards de F.Cfa qui seront investis pour la réalisation de ce projet.

A Dakar, Romuald Wadagni plaide pour une meilleure politique de l'inclusion financière dans l'Uemoa



Romuald Wadagni au siège de la Bceao à Dakar

La première édition de la « Semaine de l'inclusion Financière dans l'Uemoa » a officiellement été lancée au siège de la Bceao à Dakar au Sénégal, en présence du président du Conseil des ministres statutaires de l'Uemoa, Romuald Wadagni, ministre de l'économie et des finances du Bénin, aux côtés de ses pairs.

Ayant eu lieu du 26 novembre 2018 au 1er décembre 2018, la première édition de la « Semaine de l'inclusion Financière dans l'Uemoa » s'est voulue un grand rendez-vous d'échanges et de réflexions entre acteurs du secteur financier de l'Uemoa, visant à redynamiser et à renforcer la politique de la microfinance dans les pays de la sous-région, pour une économie performante et accélérée.

Creuset sous-régional ayant mobilisé les partenaires techniques et

Romuald Wadagni, en sa qualité de président du Conseil des ministres statutaires de l'Uemoa, fait savoir qu'« en effet, la plupart des institutions internationales reconnaissent que les efforts pour réduire l'exclusion financière contribuent à réaliser 8 des 17 objectifs de développement durable (Odds).

financiers, les représentants des organismes internationaux avec au sommet, le gouverneur de la Bceao, cette importante rencontre s'est fixé des objectifs d'échanges stratégiques : la problématique de l'accès permanent des populations aux produits et services financiers, avec pour thème : « Inclusion financière : levier du développement économique et social ».

Romuald Wadagni, en sa qualité de président du Conseil des ministres statutaires de l'Uemoa, fait savoir qu'« en effet, la plupart des institutions internationales reconnaissent que les efforts pour réduire l'exclusion financière contribuent à réaliser 8 des 17 objectifs de développement durable (Odds). C'est pourquoi les efforts pour l'inclusion financière constituent un enjeu d'accélération de la croissance économique ».

Il a fait part des prouesses significatives qui ont été notées ces dernières années en matière d'inclusion financière dans l'Uemoa, notamment grâce à l'utilisation de la téléphonie mobile et le secteur de la micro finance, devant l'assistance attentive. Selon les dernières statistiques, relève le ministre Wadagni, le taux d'inclusion financière dans la zone de l'Uemoa est passé à 55% en 2017 contre 14% dix années plus tôt.

Cependant, trois nouveaux grands défis sont à relever. Il s'agira essentiellement de l'éducation financière des populations ; de mettre en place une politique régionale de protection des consommateurs et d'adapter sans cesse un dispositif de veille et de surveillance aux évolutions technologiques.

Par Bénin Révélé Mag

Moov Bénin lance «Africa is now», une campagne pour une Afrique qui innove et qui gagne



L'opérateur de téléphonie mobile Moov Bénin, filiale du groupe Maroc Télécom, porte un nouveau slogan : « Africa is now »! Les leaders rêvent beau et grand ! Et c'est ce qu'entend ce réseau de téléphonie mobile par ce slogan. En effet, bien qu'un simple slogan, il s'agit d'une valeur, une philosophie et un engagement que cet opérateur se propose de porter, sur l'Afrique qui innove et gagne.

A la pointe de la technologie et résolu à en faire encore plus, cet opérateur vise les mêmes ambitions pour le continent, spécifiquement dans les neuf pays africains où le groupe Maroc Télécom est présent. C'est c'est ce qui

justifie sa toute nouvelle campagne institutionnelle dénommée « Africa is now », officiellement lancée, le 30 octobre 2018 à Cotonou, pour le compte du Bénin.

« Il faut nous unir, nous mettre ensemble et voir dans une même direction pour le continent », a déclaré Aïssatou Diallo, directrice marketing et de la communication de Moov

Bénin, au sujet de cette campagne qui a connu la présence de nombreux artistes et sportifs africains tels que Serge Beynaud, Sidiki Diabaté, Shura, Danialou Sagbohan, Zeynab Abib, Nikanor ou encore le judoka français Teddy Riner.

L'engagement du groupe Maroc

Telecom pour la cause du continent africain se justifie selon Aïssatou Diallo, d'abord par sa volonté de se faire plus présent. C'est ainsi qu'il a entrepris depuis 2001 d'élargir son audience. Entre 2001 et 2009, le groupe a conquis des pays comme la Mauritanie, le Gabon, le Burkina Faso et le Mali. Depuis 2014, il s'est élargi à d'autres pays comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Togo et la République centrafricaine.

Poursuivant son propos, elle indique que cela lui offre une forte présence sur le continent à travers dix pays et plus de 60 millions d'abonnés. Ce groupe est, l'un des plus gros opérateurs sur le continent et affiche des ambitions pour son développement. Dans l'optique d'asseoir son leadership et de partager sa quête de performance, le groupe a entrepris d'organiser une campagne institutionnelle afin de marquer sa présence sur le continent. En octobre 2017, la première a été lancée à Abidjan.

Il s'est agi par cette campagne, d'une occasion pour partager les valeurs du réseau qui sont en même temps les valeurs indispensables pour redonner confiance aux Africains, oser et rêver avec eux d'un lendemain meilleur.

Par ailleurs, le réseau de téléphonie mobile Moov Bénin rend effective, gratuite et aisée la portabilité des numéros Gsm. Les abonnés n'ont plus de soucis à se faire. Tous ceux qui désirent migrer vers ce réseau avec leurs numéros actuels, quel que soit le réseau, peuvent le faire en moins d'une demi-heure pour ainsi rejoindre l'heureuse famille des abonnés de Moov Bénin. L'opération est entièrement gratuite et permet au client tout en gardant son ancien numéro à huit chiffres (sans la moindre modification) de devenir un abonné Moov avec tous les avantages.

SENUM 2018 : Le Bénin explore les potentialités qu'offrent le numérique

DANS LE CADRE DE LA DEUXIÈME ÉDITION DE LA SEMAINE DU NUMÉRIQUE ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DE LA COMMUNICATION (MENC), AURÉLIE ADAM SOULÉ ZOUMAROU, A LANCÉ LE 27 NOVEMBRE 2018, LE FORUM INTERNATIONAL AFROTECH.



27 novembre 2018. Cotonou. La ministre Aurélie Adam Soulé Zoumarou lors de son discours à la SEMUM 2018.

L'objectif du forum international AfroTech est de mobiliser la population béninoise et internationale autour des enjeux et défis du numérique et de mettre en connexion les acteurs. Il s'agira de partager les expériences, de discuter de la sécurisation des données, d'envisager les pistes pour l'amélioration des offres. « Le Bénin, à l'instar des autres pays, travaille à laisser son empreinte dans le secteur du numérique sur le continent et je reste convaincue que nous avons les atouts pour y arriver », a indiqué le ministre en charge du numérique, Aurélie Adam Soulé Zoumarou.

Madame le ministre évoque entre autres atouts, la population juvénile béninoise et un environnement favorable à la création des start-up. C'est pourquoi elle précise que le gouvernement entend accompagner la jeunesse à travers le Fonds national pour la promotion de l'emploi

La mise en place de la Cité internationale de l'innovation et du savoir (Sèmè-City), la marche vers la Tnt, le développement du e-commerce, le vote de la loi sur la protection des données et la loi portant Code du numérique au Bénin sont autant d'actions qui soutiennent la vision du

des jeunes (Fnpej) et la mise en place sous peu d'un fonds d'appui à l'entrepreneuriat numérique.

Faut-il le rappeler ? Le numérique est au cœur des ambitions de la plupart des pays de l'Afrique. C'est une synergie d'actions à laquelle tous les pays africains contribuent. Aurélie Adam Soulé Zoumarou, rappelle d'ailleurs que l'économie numérique est l'un des quatre secteurs prioritaires de la relance de l'économie du Bénin. La mise en place de la Cité internationale de l'innovation et du savoir (Sèmè-City), la marche vers la Tnt, le développement du e-commerce, le vote de la loi sur la protection des données et la loi portant Code du numérique au Bénin sont autant d'actions qui soutiennent la vision du gouvernement.

« L'économie numérique est l'avenir. C'est pourquoi j'ambi-

tionne de positionner le Bénin comme la plateforme du numérique en Afrique de l'ouest d'ici 2021 ». Ces propos du chef de l'État justifient le dynamisme et l'engagement du ministre de l'Économie numérique et de la Communication sur les chantiers numériques.

NOUVELLES OPPORTUNITÉS ET NOUVEAUX DÉFIS

La semaine du numérique a également été l'occasion de l'organisation de plusieurs débats. L'économie numérique reste un défi majeur pour les villes africaines, déclare Emmanuel Dusenge, chef de Projet Smart Cities à Inmarsat. Selon lui, les pays africains doivent continuer à numériser leur économie et faire des technologies de l'information et de la communication (Tic), un catalyseur du développement socio-économique.

Emmanuel Dusenge a fait cette déclaration le 28 novembre 2018 à Cotonou, à l'occasion de la Semaine du numérique. Pour lui, le paysage technologique mondial est en pleine évolution et offre de ce fait, de nouvelles opportunités et de nouveaux défis. Prenant exemple sur Kigali, il estime que les villes africaines ont un grand intérêt à faire l'option des villes intelligentes, gage de développement durable.

Les débats ont tourné autour de deux thématiques qui ont tenu en haleine, le public ayant effectué le déplacement de la place de la réconciliation. Les participants ont eu droit à un partage d'expériences et à un panel respectivement sur l'importance de l'E-sport et le modèle que constituent les villes intelligentes pour l'Afrique. Les débats conduits par d'éminents communicateurs ont permis à l'assistance d'appréhender les sujets.

« Le gaming et l'E-sport, les nouveaux eldorados du numérique en Afrique » a été le premier thème abordé. Il a permis aux jeunes de comprendre la part de marché que constitue le sport électronique de nos jours. Selon Farid Arab, gestionnaire de communauté et Fondateur de Founder Family, cette discipline virtuelle qui fait intervenir les sens de l'homme suscite beaucoup d'engouement dans plusieurs pays. « Le jeu vidéo est une industrie en forte progression », a-t-il martelé.

Le marché du Gaming et de l'E-sport est en forte croissance à travers le monde, selon Chris Kouassi Cokson, Tech reporter et directeur de Swyft Group. Pour lui, E-sport permet de se faire des capitaux. Selon ses propos, les chiffres d'affaires sont passés de 66 millions d'euros en 2014 à 4,3 milliards d'euros en 2017.

A travers le thème : « Les villes intelligentes, quel modèle pour l'Afrique? », le second panel de communicateurs a permis à l'assistance de comprendre l'intérêt pour les pays africains de développer des villes intelligentes.

Romarick Atoké, responsable architecture et design urbain à l'Agence de développement de Sèmè-City, a exposé le projet de la Cité de l'innovation et du savoir (Sèmè-City). Selon lui, à travers ce projet, le Bénin ambitionne de créer une cité intelligente. Il explique que « Sèmè-City est un terrain fertile pour la recherche, la formation professionnelle, l'innovation entrepreneuriale dans les secteurs de l'habitat durable, les énergies renouvelables, l'agriculture urbaine, l'agro-industrie... ».



27 novembre 2018. Cotonou. Ouverture du Forum Afrotech dans le cadre de la Semaine du Numérique 2018.



27 novembre 2018. Cotonou, Semaine du numérique



27 novembre 2018. Cotonou, Semaine du numérique

Pour améliorer la gestion de l'état civil, Sacca Lafia lance de la plate-forme numérique « Rapid Pro »



Sacca Lafia, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique

« Connaître l'âge de l'enfant est essentiel pour le protéger contre les abus et les violences tels que l'exploitation économique, le mariage forcé des enfants, la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle », a ainsi déclaré Claudes Kamenga, représentant résident de l'Unicef au Bénin. C'était le 27 novembre 2018, à l'occasion du lancement de la plateforme Rapid Pro, par Sacca Lafia, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique.

Fruit du partenariat entre le gouvernement du Nouveau départ et

l'Unicef, la plateforme Rapid Pro offre des facilités dans la déclaration des naissances, qui sera désormais exempte de toutes tracasseries. Une bonne nouvelle pour les familles béninoises. Il s'agit d'un outil qui permet aux populations les plus isolées de pouvoir déclarer les naissances de leurs enfants via Sms à partir de n'importe quel téléphone portable, sur toute l'étendue du territoire national.

C'est un outil de promotion des droits de l'enfant et d'un instrument de lutte contre les discrimi-

nations à l'égard des enfants. Selon Claudes Kamenga, Rapid Pro est un outil visant à répondre aux défis de l'enregistrement des naissances qui pour lui, est capital. « Avec cette plateforme, le Bénin fait un pas de plus vers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour résoudre les problèmes des enfants », se réjouit-il.

Sacca Lafia fait savoir que la plateforme Rapid Pro est en phase pilote dans le département de l'Alibori. Elle sera activée dans le département du Zou à partir de 2019. Il invite les autres partenaires qui accompagnent le gouvernement dans la mise en œuvre d'un état-civil performant à se l'approprier. Rapid Pro est accessible au numéro 132 sur les réseaux Gsm à travers l'envoi du mot « Nais » ou « nais ». L'ambition est d'utiliser les services du numérique pour améliorer la collecte des données statistiques sur l'état civil.

Le lancement de Rapid Pro marque la volonté du gouvernement d'assainir et de moderniser le système national de l'état civil. « La plateforme Rapid Pro donne l'occasion de déclarer instantanément les naissances, de planifier et d'enregistrer les actes établis », souligne le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Sacca Lafia.

Cet outil revêt un enjeu majeur pour le Bénin en raison des disparités observées à l'état civil entre les régions. Si le taux d'enregistrement des naissances au Bénin a connu ces dix dernières années, une augmentation de près de 25 points passant de 60% en 2006 à 84,8% en 2014, des écarts subsistent entre les régions, notamment les communautés rurales du Nord. Pendant que le taux national est de 80%, par exemple, l'Alibori affiche un taux de 42,3%, relève le directeur général de l'état civil, Abdon Marius Mikpon'Aï.

La portabilité des numéros mobiles désormais opérationnelle au Bénin



Flavien Bachabi, le président du Conseil de l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste du Bénin (Arcep-Bénin), a procédé le 28 septembre 2018 à l'hôtel Azalai, au lancement officiel du service de portabilité des numéros mobiles (Pnm).

Une décision qui donnera plus d'avantages aux consommateurs. Car les usagers des réseaux Gsm peuvent désormais avoir un seul numéro et opérer sur tous les réseaux au Bénin. En réalité, c'est un service qui permet à l'utilisateur, de quitter un ancien réseau pour un autre en cas d'insatisfaction et sans craindre

de perdre son numéro initial.

Le Bénin a décidé de rejoindre le cercle encore restreint des pays ayant opté pour la portabilité des numéros mobiles en Afrique de l'Ouest. Selon Flavien Bachabi, « l'objectif visé par la portabilité des numéros mobiles est de donner plus d'avantages et de possibilités aux consommateurs ».

Cette décision devrait ainsi permettre la révolution de la régulation des communications électroniques au Bénin. « Plus particulièrement, la disponibilité de ce programme devrait apporter les avantages substantiels suivants aux abonnés avec des prix à la baisse, un meilleur choix, une meilleure qualité de service et une plus large gamme de services et de produits », a ajouté le président du Conseil de l'Arcep-Bénin.

Pour bénéficier de ce service, il leur suffit de se rendre dans un point de distribution de l'opérateur du réseau vers lequel on désire porter son numéro, muni d'une pièce d'identité, les jours ouvrables et aux heures d'ouverture. L'intéressé formule sa demande à travers un formulaire mis à sa disposition puis envoie un SMS au 7070.

MTN Benin obtient un prêt de 75 milliards de F Cfa pour renforcer son réseau



Le DG de MTN Bénin Stephen Blewett OK

C'est une bonne nouvelle pour la filiale locale du groupe de télécommunications sud-africain MTN. Le 23 novembre 2018, pour la seconde fois, l'opérateur a obtenu un prêt syndiqué de 75 milliards de F Cfa auprès d'un même consortium de huit banques mené par la Société Générale. Parmi celles-ci, Bank of Africa Bénin, Diamond Bank S.A, Orabank Bénin, Ecobank Bénin, Banque africaine pour l'industrie et le commerce (BAIC), Banque populaire pour l'épargne et le crédit (BPEC) et la Banque sahélo-saha-

rienne pour l'investissement et le commerce (BSIC BENIN S.A).

Selon MTN Bénin, l'argent issu de cet emprunt qui s'étend sur une période de sept ans « sera utilisé pour l'exécution des investissements de financement et d'exploitation de notre structure afin de rester toujours le numéro un des opérateurs mobiles au Bénin et d'offrir des services et produits innovants à notre clientèle », explique Arouna Alassane, le responsable comptable et financier de MTN Bénin.

BÉNIN RÉVÉLÉ

MAGAZINE

Tous les jours, je reçois
gratuitement les newsletters
de **BÉNIN RÉVÉLÉ MAGAZINE**
sur l'actualité du Bénin.
Je lis aussi le PDF du Magazine
mensuel sur mon smartphone
et ma tablette !

www.beninrevele.com



#BENINREVELEMAG

Sem Djeguede lance « Intérim », un réseau social avec traduction instantanée

PLUS BESOIN DE SAVOIR ÉCRIRE L'ANGLAIS, LE PORTUGAIS OU LE MANDARIN POUR COMMUNIQUER AVEC FRANCOPHONE PAR EXEMPLE. LA SOLUTION « INTERIM » DU BÉNINOIS DEPUIS LES ETATS-UNIS FACILITE LA TÂCHE.

La révolution numérique prônée par le président Patrice Talon depuis son avènement à la magistrature suprême est en marche. Jour après jour, les résultats de cette initiative louable, sont observés. Cette fois ci, il s'agit d'un jeune Béninois avec résidence aux États-Unis d'Amérique, qui a lancé avec succès, un nouveau réseau social. Sem Djeguede, puisqu'il s'agit de lui, a créé un réseau social multilingue baptisée « intérim », qui met en contact les utilisateurs partageant les mêmes centres d'intérêt, peu important la langue de la conversation ou encore le pays de situation. La particularité de ce réseau social accessible à l'adresse web www.appinterim.com est qu'il met, selon Sem Djeguede, un terme à la barrière de la langue.

On n'a plus besoin, renseigne l'auteur, de savoir écrire anglais, portugais ou mandarin avant de communiquer avec son interlocuteur qui s'exprimerait dans l'une de ses langues, alors qu'on est francophone par exemple. En réalité, c'est comme si on regroupait l'application Whatsapp, le service Google traduction et le réseau LinkedIn, en une seule application mobile explique Sem Djeguede.

Ainsi, l'utilisateur n'a pas besoin de parler la langue de son interlocuteur. Par exemple : sous êtes francophone, vous résidez à Conakry en Guinée et vous avez un ami chinois à vivant à Pékin en Chine. Vous ne connaissez pas un seul mot du mandarin. Vous lui écrivez en français, il reçoit le message en mandarin ; il vous répond en sa langue et vous, vous recevez le message en français et ainsi de suite.



Sem Djeguede explique sur les antennes de BBC radio que cette application fonctionne sur android et peut être téléchargée sur Play-

store. Elle est compatible avec les smartphones qui fonctionnent sous la version android 4.0.



Le Bénin veut profiter de l'expérience estonienne pour booster l'économie numérique

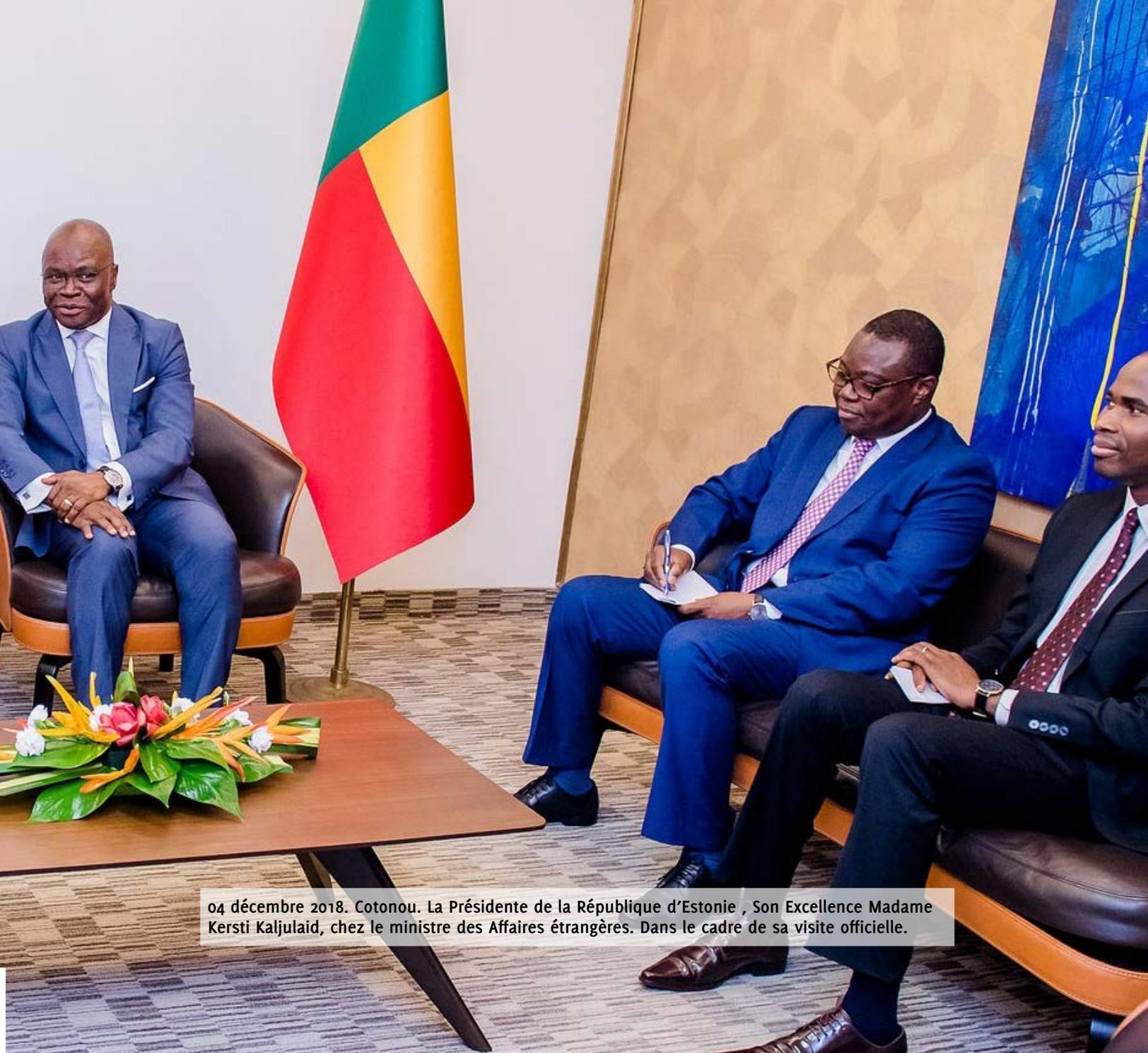
SUR INVITATION DE PATRICE TALON QUI AVAIT EFFECTUÉ UNE VISITE EN ESTONIE IL Y A DEUX ANS, KERSTI KALJULOID, LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE BALTE, A SÉJOURNÉ AU BÉNIN POUR UNE VISITE DE TRAVAIL DU 04 AU 06 DÉCEMBRE 2018.

De nouvelles opportunités s'ouvrent pour le Bénin et ses opérateurs économiques à la quête de nouveaux horizons. En effet, la visite de la présidente Kersti Kaljulaid témoigne, à n'en point douter, du bon état des relations entre le Bénin et la République d'Estonie. En léthargie depuis quelques an-

nées, ces relations ont été réchauffées avec le voyage du chef de l'Etat, Patrice Talon, dans ce pays d'Europe du Nord, le 13 décembre 2016.

La visite de Kersti Kaljulaid au Bénin marque le couronnement du nouveau type de coopération expérimenté depuis l'avènement du

nouveau départ. Elle témoigne du bon état de l'axe Cotonou-Tallinn. Ceci avec la volonté de Patrice Talon et du dynamisme de la diplomatie béninoise notamment. Une volonté politique qui rompt avec une diplomatie de représentation et s'oriente vers une diplomatie de développement.



04 décembre 2018. Cotonou. La Présidente de la République d'Estonie, Son Excellence Madame Kersti Kaljulaid, chez le ministre des Affaires étrangères. Dans le cadre de sa visite officielle.

A travers l'Estonie, le Bénin trouve un partenaire fiable et de taille pour ses projets numériques, priorités du gouvernement. Un partenaire qui approuve et appuie la politique du Bénin dans le secteur du numérique. Ces relations pourraient également s'étendre au secteur de la formation et des recherches scientifiques grâce à l'établissement de partenariat avec l'Université technologique de Tallinn et du tourisme.

Même si c'est depuis 1991 que le Bénin et l'Estonie ont établi des liens diplomatiques, il faut reconnaître que ces rapports n'ont connu une impulsion qu'avec le séjour du président de la République à Tal-

linn. A cette date, une nouvelle ère s'est ouverte pour la coopération entre les deux pays. Ainsi, comme l'annonce la diplomatie béninoise, les bases d'une dynamisation de la coopération entre les deux pays se renforceront plus que jamais.

Cette coopération bilatérale axée essentiellement autour du secteur de l'économie numérique pourrait connaître une plus grande diversification grâce à la visite officielle de la présidente de la République d'Estonie, avec la forte participation des membres de la Chambre de commerce et d'industrie d'Estonie et la signature d'un Mémoire d'entente entre les ministères des affaires étrangères des deux Etats.

Lors de sa visite en Estonie, Patrice Talon a consacré une bonne partie de son séjour à échanger avec ses hôtes sur le système de gouvernance numérique «e-Estonia» pour lequel il a négocié un partenariat entre la structure de gestion de ce système «e-Governance Academy» et le gouvernement du Bénin, avec la signature d'un Mémoire d'Entente relatif au partenariat stratégique dans le domaine de l'e-gouvernance et de la cybersécurité et d'un autre portant sur la coopération technique en matière de e-gouvernance au profit des fonctionnaires publics.



L'inspecteur général de Brigade Ahofodji Nazaire Hounnonkpè

Nazaire Hounnonkpè : Une vie au service de la paix et de sécurité

LA POLICE RÉPUBLICAINE, SOUS L'IMPULSION DE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL, L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE BRIGADE AHOFODJI NAZAIRE HOUNNONKPÈ, ENREGISTRE DES EXPLOITS POUR LA SATISFACTION DES POPULATIONS QUI ASPIRENT À UNE SÉCURITÉ ET UNE PAIX PERMANENTES.

Fait nouveau au Bénin, la Police républicaine communique régulièrement sur ses actions. La grande muette parle donc désormais. L'artisan de cette nouvelle approche, l'Inspecteur général de brigade Ahofodji Nazaire Hounnonkpè, directeur général de la Police républicaine. C'est depuis le 31 mai 2018 qu'il a annoncé à Cotonou, que désormais, tous les jeudis, les Béninois auront droit à un compte-rendu des activités sécuritaires de la Police républicaine, en faveur des populations et que ce compte-rendu sera délivré par le biais d'une conférence de presse. Un exercice qui participera à l'information et surtout éducation des populations. Car, l'équipe qu'il dirige aujourd'hui, a fait l'option de travailler en parfaite symbiose avec tous les acteurs de la vie sociale. « On ne peut pas faire la sécurité ex-nihilo. Elle se fait dans une approche intégrée. La population a son rôle à jouer de même que les différentes couches qui ont leur partition à jouer », explique le Nazaire Hounnonkpè.

Les résultats ne se font pas attendre. Fait majeur présenté lors de sa conférence de presse du 04 novembre 2018, un vaste réseau de fabricants de fausses cartes Lepi a été démantelé par la Police républicaine. Ces bandits usurpaient l'identité de certaines personnalités pour lancer des avis de recrutement. L'office central de répression de la cybercriminalité a mené une perquisition aux domiciles de ces derniers et a permis de mettre la main sur plus de 300 fausses cartes Lepi au nom de certaines personnalités de ce pays.



Le DG de la Police républicaine, Nazaire Hounnonkpè, recommande aux opérateurs télécoms à exiger la présence physique des personnes lors des opérations d'enregistrement parce que les cartes nationales d'identité peuvent être trafiquées par des individus.

En effet, aux fins d'arnaquer leurs victimes, cette bande opérait avec une méthode bien huilée. Selon le Général Nazaire Hounnonkpè, dès que les citoyens postulaient après lancement des avis de recrutement par ces hors-la-loi ayant usurpé l'identité de certaines personnalités, ils exigeaient le versement d'une somme. Une fois qu'ils prenaient l'argent, ils disparaissent. Pour réussir leur forfait, ces bandits ont édité plus de 300 cartes Lepi au nom de certaines personnalités de l'Etat ainsi qu'au nom de

certains chefs d'entreprises pour se faire enregistrer, auprès des opérateurs Gsm, avec des cartes Sim au nom de ces personnes ciblées. « Ils arrivaient à passer des appels au nom de ces autorités. Donc, tout était mis en place pour réussir leur mission », observait-il. Une situation qui pose, selon Nazaire Hounnonkpè, un problème de dysfonctionnement du système d'enregistrement des opérateurs Gsm. D'où son appel aux opérateurs télécoms à exiger la présence physique des auteurs des cartes pour les opérations d'enregistrement parce que « les cartes peuvent être trafiquées par des individus comme ceux-ci ».

Ceci n'est qu'un exemple des actions menées par la Police nationale sous la houlette de l'Inspecteur général de brigade Ahofodji Nazaire Hounnonkpè. Lutte contre la Cybercriminalité, le grand banditisme, le crime organisé, le trafic de drogue et d'organes humains, etc., la Police républicaine enregistre des résultats encourageants depuis deux ans déjà. Car, ces phénomènes ont sensiblement diminués. Et Sacca Lafia, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, se félicitait, il y a peu, de ce que le nombre de braquage avait sensiblement baissé, ainsi que le nombre d'actes de cybercriminalité, notamment avec l'interpellation il y a quelques mois de plus de 456 personnes sur l'étendue du territoire national, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité. Aux manettes de ces actions, le Général Nazaire Hounnonkpè toujours engagé à cette paix et à la sécurité.

Par B-O.D

Qui est **Nazaire Hounnonkpè**, le DG de la Police républicaine



C'est le 11 janvier 2018 que le Conseil des ministres, sous la présidence de Patrice Talon, président de la République, Chef de l'Etat et Chef du gouvernement, a décidé de la nomination de l'Inspecteur général de brigade Ahofodji Nazaire Hounnonkpè et du Colonel Soumaïla Yaya respectivement aux postes de directeur général et le directeur général adjoint de la Police républicaine. Une semaine plus tard, par décret numéro 2018-008 du 17 janvier 2018, le président de la République confirmait sa nomination comme directeur général de la Police républicaine.

Avant sa nomination à la tête de la Police républicaine, le général Nazaire Hounnonkpè était chargé de mission du président de la République pour les affaires de sécurité intérieure. Un poste qu'il occupé pendant près de deux ans, car il y était depuis fin juillet 2016. Avant la Présidence, il a été secrétaire général du ministère de l'Intérieur.

Il faut également noter que le Général Nazaire Hounnonkpè a occupé les postes de Directeur général adjoint de la police nationale. Mais, c'est surtout à la Brigade Anti-Criminalité (BAC), une unité spéciale de la Police nationale, qu'il a gravé son nom avec plusieurs actions de bravoure et plusieurs faits d'armes. L'Inspecteur général de brigade Ahofodji Nazaire Hounnonkpè a également été commissaire de l'air et des frontières de l'aéroport international Cardinal Bernardin Gantin de Cotonou et commissaire spécial de Dantokpa. A ces postes, il réalise également plusieurs exploits, notamment en matière de lutte contre le trafic de drogue, l'insécurité, la détection et la

neutralisation de réseaux de gangsters.

Sa nomination, au moment de la fusion de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale (Ce qui a engendré la Police républicaine qu'il pilote aujourd'hui), témoigne de la confiance placée en lui par le Chef de l'Etat. Et son premier discours à ses collaborateurs s'est axé sur l'encouragement, le dévouement, la collaboration et l'abandon des égos au profit de l'intérêt des populations, mais aussi dans la volonté de faire de cette nouvelle Police républicaine une fierté nationale.

« Nous sommes tous nouveaux à la Police Républicaine », avait-il lancé à l'endroit de ses collaborateurs issus des deux forces qui existaient par le passé. « Désormais, nous devons nous tenir par la main, pour qu'ensemble nous réussissions ce défi qui nous est lancé, non seulement par le Président de la République, mais aussi par toute la nation entière. Si nous échouons, ce sera une catastrophe pour le système sécuritaire de notre pays. Nous devons oublier les anciens conflits corporatistes pour entrer dans cette Police républicaine dépouillée de nos vieilles habitudes. C'est un nouveau jour qui se lève pour le système sécuritaire dans notre pays », avait-il déclaré. Et au vu des actions réalisées jusqu'ici sous sa houlette, l'on peut dire que ce nouveau jour qui s'est levé pour le système sécuritaire du Bénin porte déjà fièrement ses fruits.

Par Beaugas – Orain DJOYUM

VOTRE PUB DANS LE MAG ET SUR LE SITE WEB



Tiré à 10 000 exemplaires

Distribué gratuitement :

- Dans tous les départements ministériels
- A la Présidence de la République
- Dans les salons VIP de l'aéroport de Cotonou
- Dans les hotels et restaurants VIP de Cotonou
- Auprès de toutes les ambassades présentes au Bénin
- Auprès des entreprises privées et organisations patronales

Contactez-nous à l'adresse :

contact@ictmedia.agency
ou contact@ictmedia.africa



Version PDF téléchargée en moyenne 3000 fois par édition sur notre site web



Bienvenue chez les « Toffinous », dans la cité lacustre de Ganvié !

LE GOUVERNEMENT DU NOUVEAU DÉPART PRÉSIDIÉ PAR PATRICE TALON A PRÉVU LA RÉHABILITATION DE CETTE CITÉ EXCEPTIONNELLE BAPTISÉE « VENISE DE L'AFRIQUE » QUI ATTIRE LES TOURISTES DU MONDE ENTIER. VOYAGE AU CŒUR D'UNE CITÉ OÙ IL EST BON D'Y INVESTIR AUJOURD'HUI POUR EN TIRER LES GAINS DEMAIN.



crocodile pour transporter, sur son dos, ses populations qui fuyaient l'ennemi. C'est de cette histoire que la cité tire son nom Ganvié, qui signifie littéralement en langue Fon, « la Collectivité sauvée ». Dans cette langue parlée par l'ensemble des Béninois, « gan » signifie « sauvé » et « vié » « la collectivité ». S'étant désormais réfugiés sur l'eau, ces populations n'avaient d'autres choix que de pratiquer la pêche pour survivre.

De l'embarcadère d'Abomey - Calavi à l'apparition des premières maisons sur pilotis, il faut traverser huit kilomètres sur pirogue (à moteur de préférence) pour s'y rendre. Une belle vue sur le lac Nokoué laisse apparaître, par endroits, des enclos d'espaces délimités par des branchages. Une technique piscicole dite « Acaja » pour élever les poissons. En effet, quand les poissons entrent dans la zone dédiée, ils deviennent prisonniers et ne peuvent plus sortir. Ils y vivent durant des mois et se nourrissent des branchages et autres produits marins pour devenir plus gros. « Ici, chaque pêcheur a sa parcelle. Ce sont des domaines délimités. Les pêcheurs achètent des branchages et viennent sur leurs parcelles en parcs. Ils entrent dans l'eau, où ce n'est pas assez profond et laissent ces branchages dans l'eau pendant 12 mois et parfois 24 mois pour que ces branchages puissent se décomposer. C'est la décomposition de ces branchages qui fait l'aliment des poissons. Ces poissons-là n'ingurgitent rien de chimique venant des pêcheurs. Chaque pêcheur attend un bon moment pour que les poissons se reproduisent, se multiplient et grossissent. Puis, il apporte des filets pour encercler leurs parcs. Après, ils entrent dans l'eau pour empêcher les poissons de ressortir. Les poissons deviennent ainsi des prisonniers. Puis, ils enlèvent les branchages en regroupant les poissons qui sont prisonniers », explique Michel Agbokounou, notre guide touristique.

Connue sous l'appellation de « Venise de l'Afrique » en référence à la cité lacustre italienne Venise, la cité lacustre de Ganvié au Bénin, petite ville bâtie sur pilotis avec des habitations en bois et en bambous couverts de tôles, est un site attractif et touristique. Cette « Venise de l'Afrique », mérite d'être visitée et nous l'avons visitée en juillet 2018 avec Michel Agbokounou, guide touristique à Ganvié. Cette cité lacustre a été fondée en 1717, sous le règne du roi Agadja,

l'un des anciens rois du Dahomey, devenu Bénin. Les tous premiers habitants fuyaient au fait le trafic négrier. De peur d'être rattrapés et vendus comme esclaves. Ces hommes ont trouvé comme échappatoire de s'exiler sur l'eau où les trafiquants d'esclaves ne pouvaient mettre la main sur eux. Il se raconte que le roi Agadia, puissant au culte du Vaudoun, après avoir découvert ce site pittoresque suite à une transformation en épervier, s'était à nouveau transformé en

Les poissons, une fois pêchés par les hommes, sont recueillis par les bonnes dames, vendus aux grossistes pour être par la suite reven-



dus à la côte. D'autres revendeuses vont écouler leurs marchandises à Cotonou. Une organisation sociale bien structurée qui permet aux populations de vivre en harmonie.

LES HABITANTS DE L'EAU

A l'embarcadère situé à l'entrée de la cité, un marché flottant s'anime tous les jours vers 05 heures du matin. Lieu d'échange de marchandises et de restauration pour les pêcheurs avant leurs activités de pêche de la journée. Abritant plus de 36 mille âmes vivantes, les populations de la cité lacustre de Ganvié sont appelées en dialecte, les « Toffinous » traduit littéralement, « habitants de l'eau ». Bien que bâtie exclusivement sur l'eau, on retrouve par endroits, des remblais de terre servants d'activités ludiques et de cérémonies au profit de la communauté. C'est de cas des églises et des mosquées, des infrastructures scolaires, religieuses et hospitalières qui y sont implantées.

Par ailleurs, on y trouve une or-

En plus des deux rois qui se trouvent dans les arrondissements Ganvié I et Ganvié II, on y compte aujourd'hui 21 quartiers. Tous sont situés dans la commune de Sô-Ava qui compte les deux arrondissements ci-dessus cités.

Crédit photo : Emile Evodo.

ganisation sociale et administrative. En plus des deux rois qui se trouvent dans les arrondissements Ganvié I et Ganvié II, on y compte aujourd'hui 21 quartiers. Tous sont situés dans la commune de Sô-Ava qui compte les deux arrondissements ci-dessus cités.

Outre les activités de pêche menées par 80% des habitants, Ganvié est un également connu comme un lieu de passage de produits pétroliers de contrebande provenant du Nigéria, Pays voisin du Bénin. Mais, avec l'interdiction de cette activité sanctionnée par le nouveau code pénal du Bénin, le trafic de ce commerce s'estompera progressivement, de quoi remonter le moral aux investisseurs pétroliers dans le secteur.

Conscient des enjeux économiques et touristiques que représente la cité lacustre de Ganvié, le Gouvernement du Président Patrice TALON à dans son programme d'action « Bénin Révélé »

a prévu la réhabilitation de cette cité culturelle. L'Agence Nationale de Promotion des Patrimoines et de Développement du Tourisme (ANPT) créée par le président Patrice Talon sera chargée de la réhabilitation de cette cité lacustre de Ganvié et plusieurs experts et des missions d'inspection et de travail s'y sont déjà rendus.

En marge des activités du Salon International des Mines, des Carrières et du Pétrole, tenu à Cotonou du 19 au 21 Juillet 2018, une délégation d'hommes d'Affaires des secteurs miniers et pétroliers a effectué une sortie touristique à la découverte de cette ville bâtie sur pilotis. Ces touristes d'un jour sont rentrés très émerveillés par cette découverte et ont apprécié les efforts que déploient le chef de l'Etat Patrice Talon pour faire de Ganvié, un pôle touristique attractif de la sous-région ouest-africaine.

**Par Wilfried SAGBOHAN et
Beaugas Orain DJOYUM**

Veiller Anticiper Innover Progresser



**Veille stratégique,
Veille concurrentielle,
Veille réglementaire,
Veille technologique,
Veille médiatique.**

Les autres services de ICT Media Strategies

- Fourniture de contenus médiatiques
- Conseil en communication
- Edition
- E-reputation
- Relations presse

Le cabinet de veille stratégique et de fourniture de contenus ICT Media Strategies fournit aux décideurs, aux chefs d'entreprises et aux institutions avides de résultats et de croissance des alertes et des notes de veille mensuelles ou hebdomadaires sur les secteurs, produits ou entreprises de leur domaine d'activité. Avec un accent dans les secteurs de l'économie et des finances.

www.ictmedia.africa

**Siège social: Yaoundé - Etoudi. Rue 5.994
Tél.: +237 243 26 45 56 / 243 25 64 36**

**E-mail: contact@ictmedia.cm
BP: 806 Yaoundé Cameroun**



DIGITAL BUSINESS

ACTUALITÉS ET MAG DES DÉCIDEURS CONSACRÉ
AUX TIC, AUX TÉLÉCOMS ET AU NUMÉRIQUE

AFRICA

www.digitalbusiness.africa

Nous visons toujours plus haut !
Depuis **2011 (TIC Mag)**, nous offrons
aux **Décideurs**, tous les jours,
des infos stratégiques sur les TIC,
les Télécoms et le **Numérique**
en Afrique.

Retrouvez aussi notre
magazine mensuel
dans vos kiosques numériques
ePresse.fr

Recevez **GRATUITEMENT**
nos newsletters quotidiennes
et lisez nous sur tous vos terminaux.

By
ICTE Your progress,
our success
MEDIA
Strategies

Yaoundé Etoudi Rue 5.994 / Libreville Boulevard
Tél.: +237 243 25 64 36 / +241 02 79 97 38
E-mail: contact@digitalbusiness.africa
www.digitalbusiness.africa / www.digitalbusinessafrica.com
BP: 806 Yaoundé Cameroun